

NATIONS UNIES

CONSEIL
DE TUTELLE



PROVISOIRE

T/PV.1267
28 juin 1965

FRANÇAIS

Trente-deuxième session

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE PROVISOIRE DE LA MILLE DEUX CENT SOIXANTE-SEPTIEME
SEANCE

Tenue au Siège, à New York,
le lundi 28 juin 1965, à 15 heures.

Président :

M. NAUDY

(France)

- Examen de la situation dans le Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée :
a) projet de résolution; b) rapport du Comité de rédaction /point 4 c) de
l'ordre du jour/ (suite)
- Rapport de la Mission de visite des Nations Unies dans le Territoire sous
tutelle de la Nouvelle-Guinée : projet de résolution /point 6 b) de
l'ordre du jour/
- Rapport du Conseil de tutelle au Conseil de sécurité /point 11 de l'ordre
du jour/

Note : Le compte rendu analytique, qui est le compte rendu officiel de cette séance, sera publié en document miméographié sous la cote T/SR.1267. Les délégations pourront y apporter des corrections. Il en sera tenu compte dans la rédaction définitive qui paraîtra en volume imprimé.

65-15891

(59 p.)

POINT 4 c) DE L'ORDRE DU JOUR

EXAMEN DE LA SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DE LA NOUVELLE-GUINEE :
a) PROJET DE RESOLUTION (T/L.1095); b) RAPPORT DU COMITE DE REDACTION (T/L.1099
et Corr.1, L.1101 et L.1102) (suite)

Le PRESIDENT : Nous poursuivons la discussion du rapport sur la situation dans le Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée.

M. GASCHIGNARD (France) : La délégation française s'excuse de revenir sur un sujet qui a déjà été traité à notre séance de ce matin, mais vu l'importance de cette question, elle désirerait expliquer son vote à propos du paragraphe 14 du rapport concernant la question générale de la discrimination, et à propos du neuvième amendement soviétique relatif à la différence entre les salaires versés d'une part aux autochtones, de l'autre aux étrangers.

Sur le premier point, c'est-à-dire sur le paragraphe 14 du rapport, la délégation française note que ce texte se réfère à la sous-section du rapport de la Mission de visite relatif à la discrimination (par. 285 à 293) et nous avons constaté, après vérification, que dans ce passage figurent tous les exemples de discrimination - excepté un seul peut-être - auxquels on s'est référé ce matin dans ce Conseil.

La délégation française, dont la position à l'égard de la discrimination raciale est bien connue, avait tous ces cas présents à l'esprit lorsqu'elle a voté le paragraphe 14 qui recommande à la Puissance administrante de prendre des mesures immédiates pour éliminer toutes les pratiques discriminatoires qui peuvent exister dans le Territoire.

En ce qui concerne le neuvième amendement présenté par la délégation de l'Union soviétique, la délégation française se réfère également à l'opinion portée par la Mission de visite dans les paragraphes 247 à 249 de son rapport à propos de la fonction publique. Il n'est bien entendu pas question pour la délégation française de préconiser quelque forme que ce soit de discrimination ou de différence de traitements entre des personnes effectuant le même travail. Mais, comme elle vient de le dire, elle préfère s'en tenir aux conclusions de la Mission de visite à cet égard et elle appuie l'avis émis ce matin par les représentants du Royaume-Uni et de la Nouvelle-Zélande, qui ont souligné que partout les fonctionnaires ou experts venant de l'extérieur reçoivent une rémunération plus importante. C'est pourquoi elle n'a pas pu voter en faveur

de cet amendement, mais s'est abstenue pour montrer l'intérêt qu'elle porte au problème.

Enfin, la délégation française note qu'en ce qui concerne les traitements autres que ceux qui sont versés aux fonctionnaires, le paragraphe 15 du Comité de rédaction traite de ces questions que le représentant de la France avait déjà évoquées lors du débat général.

Le PRESIDENT : Nous allons maintenant passer au vote sur les différents paragraphes du rapport. Nous en étions arrivés au paragraphe 18. Nous allons voter sur le texte qui, comme je l'ai annoncé à la 1264^e séance, a été révisé oralement par le Comité de rédaction. Je vais prier le Secrétaire du Conseil de lire cette révision afin que nous soyons bien au clair sur le texte que nous votons.

Je donne la parole au Secrétaire du Conseil.

Le SECRETAIRE : Le texte se lit comme suit :

"Le Conseil exprime l'espoir que, suivant les observations présentées par l'OMS et qui figurent dans le document T/1642, les autochtones auront la possibilité d'étudier la médecine au niveau universitaire afin qu'ils puissent obtenir le diplôme de médecin et aider ainsi à résoudre les problèmes de santé publique du Territoire."

Le PRESIDENT : Je mets aux voix le texte révisé du paragraphe 18.

Par sept voix contre zéro, avec une abstention, le paragraphe 18 révisé est approuvé.

Par six voix contre zéro, avec deux abstentions, le paragraphe 19 est approuvé.

II. DICKINSON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) :

En ce qui concerne le paragraphe 20, je vous demanderai, Monsieur le Président, de bien vouloir mettre aux voix séparément la dernière phrase de ce paragraphe.

Le PRESIDENT : Nous allons donc voter d'abord sur les deux premières phrases du paragraphe 20 du rapport.

Par sept voix contre zéro, avec une abstention, la première partie du paragraphe 20 est approuvée.

Par six voix contre zéro, avec deux abstentions, la dernière phrase du paragraphe 20 est approuvée.

M. DICKINSON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) :

Je voudrais expliquer mon abstention sur la dernière phrase du paragraphe 20. Dans cette phrase, le Conseil recommande à l'Autorité administrante de demander l'assistance de l'UNESCO alors que le rapport de la Mission de visite recommandait au Gouvernement australien d'examiner la possibilité d'obtenir l'assistance de l'UNESCO.

Li. Dickinson (Etats-Unis)

Ma délégation a estimé qu'il valait mieux laisser au Gouvernement australien le soin d'examiner cette possibilité au lieu de lui recommander d'utiliser l'assistance de l'UNESCO dans ce domaine. C'est pourquoi ma délégation s'est abstenue.

Le PRESIDENT : Je vais maintenant mettre aux voix le paragraphe 20 dans son ensemble.

Par sept voix contre zéro, avec une abstention, le paragraphe 21 est approuvé.

Nous arrivons maintenant à un amendement soviétique qui a pour objet d'insérer un nouveau paragraphe après le paragraphe 20. Il s'agit du paragraphe 10 du document T/L.1102.

M. EASTMAN (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais présenter un sous-amendement au dixième amendement soviétique. Nous avons reconnu le fait que le Gouvernement australien avait le droit de manifester quelque intérêt pour l'enseignement dans le Territoire, et c'est pourquoi nous voudrions éliminer les mots "continue d'insister pour conserver le droit". En effet, nous reconnaissons ce droit qui leur a été donné. Nous voudrions donc rédiger l'amendement de la façon suivante :

"Le Conseil note avec regret que l'Autorité administrante n'a pas permis aux habitants du Territoire de profiter des possibilités qui leur sont offertes ..." etc.

M. MCCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais souligner le fait qu'aucune des deux opinions n'est correcte. L'Autorité administrative n'a pas été priée de permettre ou de ne pas permettre à cette population d'accepter des bourses. Les Néo-Guinéens n'ont pas la possibilité de poser des candidatures pour bénéficier de ces dernières.

Le PRESIDENT : Nous allons donc mettre aux voix le sous-amendement présenté par le Libéria, puis l'ensemble de l'amendement soviétique.

Par 4 voix contre 2, avec une abstention, le sous-amendement est rejeté.

Par 5 voix contre une, l'amendement est rejeté.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Le vote qui vient d'avoir lieu au sein de ce Conseil confirme le point de vue de la délégation soviétique selon lequel la Puissance coloniale australienne qui exerce le contrôle sur le Papua et la Nouvelle-Guinée a peur non seulement de permettre aux Néo-Guinéens de s'échapper de son champ de vision et de sortir des limites à l'intérieur desquelles elle exerce son autorité, mais également de laisser à la Chambre d'assemblée le soin de prendre des décisions en ce qui concerne les programmes de bourses des Nations Unies, alors que la même Puissance coloniale australienne parle avec autant d'enthousiasme et de joie des pouvoirs de cette Chambre d'assemblée, ici, au sein du Conseil de tutelle. La situation qui existe est en réalité fort triste. D'une part, les Néo-Guinéens n'ont pas la permission de profiter des programmes de bourses des Nations Unies; d'autre part,

M. Fotine (URSS)

l'enseignement supérieur dans le Territoire lui-même est toujours à l'état de rêve pour la majorité des jeunes, puisque l'université dont la Mission de visite de 1962 a recommandé la création, est toujours à l'état de plans. En outre, la délégation soviétique voudrait faire remarquer que ces plans sont très vagues.

M. HOPE (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Pour expliquer mon vote, je voudrais dire que j'ai voté contre cet amendement particulier parce que j'estime qu'il n'est pas conforme aux faits.

M. MCCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Ce que vient de dire le représentant de l'Union soviétique n'est pas conforme aux faits. L'Administration australienne n'a nullement l'intention d'empêcher ces gens de voyager à l'étranger, et en fait nombre d'entre eux l'ont déjà fait, tout au moins en ce qui concerne un fonctionnaire autochtone des services médicaux qui s'est rendu en Union soviétique. Mes deux conseillers qui se trouvent assis derrière moi sont à peine de retour, de concert avec de nombreux autres collègues, de visites en Afrique, au cours desquelles ils ont été traités comme des invités d'honneur, pour se rendre compte des progrès réalisés en Afrique, notamment au Kenya. M. Oala Oala-Rarua, l'assistant de M. Gunther, administrateur adjoint, est maintenant sur le point de partir pour faire un internat à Genève, auprès de l'Organisation internationale du Travail. Ce ne sont pas les seuls qui aient voyagé en diverses parties du monde grâce à des bourses d'ordres variés.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Le représentant de l'Australie, selon son habitude, a parlé de tout et de rien sauf de la question en discussion. La délégation soviétique n'a pas fait allusion aux voyages des habitants du Territoire dans différents pays. Elle n'a pas dit que personne en Nouvelle-Guinée ne quittait les limites du Territoire. Ce n'est pas de cela qu'il s'agit, et il le sait très bien. Il se rend compte du sujet en discussion, mais il s'est gardé de faire un commentaire quelconque sur l'amendement soviétique proposant de transférer toute la question à la Chambre d'assemblée. De l'avis de la délégation soviétique, cette position de la délégation australienne n'est pas le fait du hasard, mais se trouve entièrement en conformité avec la politique fondamentale de l'Autorité administrante en la matière, de même qu'en ce qui concerne la question des pouvoirs de la Chambre d'assemblée.

M. Fotine (URSS)

En ce qui concerne le voyage de l'un des Neo-Guinéens, tout d'abord nous ne sommes pas certains qu'il se soit agi d'un Neo-Guinéen. Ensuite, nous devons nous féliciter qu'un voyageur, même s'il n'est pas vraiment autochtone se soit rendu en Union soviétique et que rien ne lui soit arrivé. Il y a là un fait qui pourra peut-être inciter la Puissance administrante à changer son attitude en ce qui concerne la permission de voyager à accorder aux Neo-Guinéens.

M. McCarthy (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je ferai remarquer que je parlais exactement de ce dont il s'agissait puisque je répondais à une déclaration du représentant de l'Union soviétique prétendant que l'Administration voulait que ces personnes restent enfermées dans leur propre pays et ne puissent pas visiter d'autres pays. En outre, je puis assurer le représentant de l'Union soviétique que la personne à laquelle je faisais allusion était bien un autochtone qui était allé en Union soviétique; mais il y avait aussi deux fonctionnaires européens.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Il n'est pas nécessaire que le représentant de l'Australie se montre aussi indigné au sujet d'une observation du représentant de l'Union soviétique; il devrait se rappeler que le représentant de l'Union soviétique n'était pas très sûr qu'il s'agissait d'un Néo-Guinéen ou d'un étranger. Mais s'agissant du transfert des pouvoirs à la Chambre d'assemblée du Papua et de la Nouvelle-Guinée, le Gouvernement australien peut-il faire confiance à cette Chambre et lui permettre de prendre une décision aussi insignifiante que celle qui consiste à savoir si les habitants du territoire pourront ou non bénéficier des programmes de bourses des Nations Unies?

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : La Chambre d'assemblée n'a pas pour fonctions, n'aura pas et ne pourra pas avoir pour fonctions de trancher des questions administratives de ce genre, qu'il s'agisse de bourses à l'étranger ou de voyage d'une personne à l'étranger; la Chambre d'assemblée est un organe législatif, ce que j'ai essayé d'expliquer patiemment ici dans un autre contexte; ce n'est pas un organe administratif.

Le PRESIDENT : Nous allons maintenant passer au paragraphe 21. Je crois comprendre que la délégation des Etats-Unis a l'intention de soumettre un amendement à ce paragraphe.

M. DICKINSON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Telle est bien mon intention. Le paragraphe 21 est extrêmement utile; cependant il y a quelque chose dans sa rédaction qui ne me plaît pas. Après tout ce que nous avons entendu en Nouvelle-Guinée sur le désir de la population de décider elle-même quand et comment elle entend exercer l'autodétermination, il me semble que ce paragraphe, tel qu'il est rédigé, comporte un élément inacceptable pour la population de ce territoire. Je pense à l'expression contenue à la fin de ce paragraphe : "dans un avenir proche". Je propose de supprimer cette expression et de la remplacer par les termes : "à une date acceptable par lui". Je voudrais également proposer d'ajouter après le terme "l'autodétermination" les mots "qui comprend le droit à l'indépendance". Cette partie de l'article 21 se lirait donc comme suit :

"... à la responsabilité qui lui incombe de faire connaître aux autochtones les objectifs de la Charte des Nations Unies, de l'Accord de tutelle et de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux en vue de permettre au peuple du territoire d'exercer, à une date acceptable par lui, son droit à l'autodétermination qui comprend le droit à l'indépendance, et recommande au Centre d'information des Nations Unies, à Port Moresby..."

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : A écouter certains discours prononcés par une catégorie spéciale de représentants au Conseil, on a l'impression d'être revenus à la fin du XIXème siècle, le siècle de la conquête, de la violence, de la contrainte exercée sur les droits et les désirs des habitants des continents entiers; on s'imagine que le temps s'est arrêté au moment où se terminait la Conférence de Berlin en 1885.

L'Organisation des Nations Unies s'est dirigée à pas de géant vers la garantie des droits des pays coloniaux, alors qu'ici, au Conseil de tutelle, on défend les droits des puissances administrantes. Il semble que des efforts soient nécessaires pour proposer quelque chose de nouveau.

En fait, dans certains documents et dans certaines interventions, on trouve des formules nouvelles. Ce que le représentant des Etats-Unis a proposé à propos de la Nouvelle-Guinée, c'est l'une de ces formules nouvelles, une formule qui doit servir à ouvrir aux puissances coloniales la voie de l'annexion, non seulement des petits territoires sous tutelle comme les îles du Pacifique et Nauru, mais même de vastes territoires comprenant ensemble 2,5 millions d'habitants, comme le Papua et la Nouvelle-Guinée. Tel est le but poursuivi par les phrases inventées par les autorités administrantes. Que signifie cette expression : "droit à l'autodétermination, y compris le droit à l'indépendance"? Dans la pratique des organes plus évolués des Nations Unies, notamment dans celle du Comité spécial des Vingt-Quatre, des principes et de nobles paroles ont été mis au point : le droit à l'autodétermination et à l'indépendance.

M. Fotine (URSS)

Dans aucun des organes des Nations Unies autres que le Conseil de tutelle, on n'entend des déclarations ou on fait des propositions à l'encontre de ces principes. Seul le Conseil de tutelle ou plutôt, pour être plus précis, certains des membres du Conseil de tutelle continuent de souhaiter un retour à un passé qui ne reviendra jamais.

Il va de soi que la délégation de l'Union soviétique votera contre l'amendement de la délégation des Etats-Unis. La délégation de l'Union soviétique veillera à ce que ce dont nous discutons ici aujourd'hui ne soit pas limité aux discussions du seul Conseil de tutelle.

M. DICKINSON (Etats-Unis) (interprétation de l'anglais) : A la fin d'une session du Conseil de tutelle longue d'un mois, je ne me propose pas d'entrer dans une controverse sur la question de savoir qui revient au XIXème siècle et à ses méthodes. Je me bornerai à dire que je n'ai rien trouvé, dans l'argumentation du représentant de l'Union soviétique, qui s'oppose à la nécessité d'informer la population de la Nouvelle-Guinée qu'elle peut faire usage de son droit à l'autodétermination à la date qu'elle souhaitera. Il me semble que c'est là quelque chose de tout à fait désirable. Nous savons que cette question soulève quelques doutes dans l'esprit de la population et que celle-ci a exprimé le désir de fixer elle-même la date appropriée.

En ce qui concerne l'autre partie de mon amendement, je n'ai rien trouvé non plus qui puisse expliquer pourquoi on ne pourrait dire clairement que la population a droit à l'indépendance, en tant que conséquence de son droit à l'autodétermination. Le droit à l'autodétermination signifie que la population décide elle-même de ce qu'elle veut et qu'il n'appartient à personne d'autre de le faire à sa place.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je ne ferai qu'une brève observation. Si, dans le passé, les puissances coloniales ont organisé leur propagande en faveur de l'annexion de certains territoires par leurs propres moyens, essayant en même temps de fermer la bouche aux organes des Nations Unies dont le devoir est de diffuser les principes de la Charte et de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples

M. Fotine (URSS)

coloniaux, maintenant, comme nous le voyons par l'amendement des Etats-Unis, ces mêmes puissances s'efforcent d'utiliser le Centre d'information des Nations Unies à Port Moresby à leurs propres fins. Il en résulte que la délégation de l'Union soviétique ne peut manquer de souligner que cette pratique va à l'encontre des objectifs et des principes affirmés par les Nations Unies en dépit de la volonté des puissances coloniales dont certaines sont représentées ici. Je me réfère entre autres aux principes approuvés par les Nations Unies en 1960 sous la forme de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

Le PRESIDENT : Nous allons voter maintenant sur le sous-amendement de la délégation des Etats-Unis.

Par 5 voix contre 2, avec une abstention, l'amendement est adopté.

Le PRESIDENT : Je mets maintenant aux voix le paragraphe 21 du rapport, tel qu'il a été amendé.

Par 6 voix contre une, avec une abstention, le paragraphe 21, amendé, est adopté.

Le PRESIDENT : Nous arrivons maintenant à l'amendement soviétique No 11 qui a pour objet d'inclure dans le rapport un nouveau paragraphe avant le paragraphe 22 actuel.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Il semble presque inutile de revenir sur cette question. Ma délégation a expliqué à maintes reprises - et cette explication a été donnée non seulement par moi-même, non seulement par le Représentant spécial, mais aussi par les chefs des membres élus y compris le chef de la majorité autochtone de la Chambre d'assemblée - que c'est la population qui fixera elle-même la date. Il n'appartient pas à la Puissance administrante, d'accord avec la Chambre d'assemblée telle qu'elle est maintenant constituée ou avec les Nations Unies ou avec qui que ce soit d'autre que la population, d'établir les dates limites d'exercice, par la population du Territoire, de son droit à l'autodétermination et de son droit à l'indépendance. Cette population sait qu'elle a ce droit. Elle a discuté, avec la Mission de visite du Conseil de tutelle, de la façon dont elle interprète la situation et c'est à cette population, d'accord avec la Puissance administrante, qu'il appartient

M. McCarthy (Australie)

de fixer une date. Le Conseil de tutelle, pas plus qu'aucun autre organe des Nations Unies, ne peut contraindre cette population à adopter contre son gré quelque date que ce soit.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : De toute évidence, il ne sert à rien de parler longuement du fait que la population du Territoire sous tutelle ne connaît pas les possibilités qui lui sont ouvertes et ne sait pas, entre autres, qu'elle a droit à l'autodétermination et à l'indépendance. En fait, jour après jour, la Puissance administrante se livre à une propagande qui va à l'encontre des principes de la Charte et de ceux de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Nous savons cela, non pas grâce aux représentants de l'Australie, mais parce que la presse mondiale, notamment la presse australienne, publie assez de renseignements à cet égard. Chacun peut tirer ses propres conclusions à ce sujet; mais, en fait, il n'y en a qu'une, à savoir que la situation est ce qu'elle est. Si, demain, la Chambre d'assemblée du Papua et de la Nouvelle-Guinée prenait la décision de fixer une date d'accession à l'indépendance, dans les circonstances actuelles, cela n'aurait aucune signification. Même si la population du Papua et de la Nouvelle-Guinée, par l'intermédiaire de ses représentants élus, décidait par exemple que le 1er août 1965 devrait être la date d'accession à l'indépendance du Papua et de la Nouvelle-Guinée, la puissance coloniale australienne aurait d'abord six mois pour réfléchir à la question de savoir si elle doit approuver cette décision de la Chambre d'assemblée ou y opposer son veto. Même après ces six mois, dans les conditions actuelles, alors que la Chambre d'assemblée est privée de tous droits, le Conseil de tutelle et les Nations Unies ne sauraient s'attendre à une décision positive de la part de la Puissance administrante. On ne saurait s'y attendre parce que la satisfaction des intérêts et des exigences de la population autochtone n'entre pas dans les préoccupations de l'Autorité administrante.

M. Fotine (URSS)

Voilà pourquoi la délégation soviétique, comme dans les autres cas, et peut-être plus encore que dans les autres cas, estime que la Chambre d'assemblée doit - en consultation avec la Puissance administrante, si cela est nécessaire - étudier cette question et fixer, conformément aux décisions de l'Assemblée générale, une date pour l'accession du Territoire à l'indépendance, c'est-à-dire pour le moment où le peuple du Papua et de la Nouvelle-Guinée pourra exercer son droit à l'auto-détermination et à l'indépendance.

Le PRESIDENT : Je mets aux voix le onzième amendement soviétique.

Par 4 voix contre 2, avec une abstention, le onzième amendement soviétique est rejeté.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je voudrais, à l'intention du procès-verbal, faire remarquer que seules les puissances administrantes ont voté contre l'amendement soviétique qui vient d'être mis aux voix. A nos yeux, c'est là un fait significatif.

Le PRESIDENT : Nous passons au paragraphe 22 du rapport.

M. DICKINSON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais proposer un bref amendement pour rendre ce paragraphe conforme à d'autres conclusions que nous avons adoptées précédemment ici. A la fin du paragraphe 22, après la date du "14 décembre 1960", le point serait remplacé par une virgule, puis viendraient les mots : "... compte tenu également de la résolution 1541 (XV), en date du 15 décembre 1960".

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je voudrais retracer en quelques mots la manoeuvre faite en ce Conseil par le représentant des Etats-Unis et ceux d'autres puissances coloniales représentées au Comité des Vingt-Quatre en vue d'inclure dans les recommandations une référence à la résolution 1541 (XV) qui, nous l'avons dit à maintes reprises déjà, est invoquée par les puissances coloniales pour conserver la porte ouverte à une annexion des territoires coloniaux. Les membres du Conseil de tutelle doivent savoir que le Comité spécial des Vingt-Quatre a, lui, repoussé ces tentatives d'invoquer la résolution 1541 (XV) et de la glisser dans ses recommandations.

Il s'est trouvé un seul cas où la mention de la résolution 1541 (XV) est demeurée dans le texte, et ce fut par inadvertance. Si elle apparaît dans le rapport du Comité des Vingt-Quatre, c'est seulement comme opinion d'un membre individuel. On sait que ce membre est une puissance coloniale.

La délégation soviétique regrette de constater que les puissances coloniales, et en particulier les Etats-Unis, s'efforcent par tous les moyens d'introduire dans les conclusions du Conseil de tutelle une référence à une résolution qui n'a rien à voir avec les Territoires sous tutelle. Je défie la délégation des Etats-Unis de me montrer la moindre mention, dans la résolution 1541 (XV), d'un territoire sous tutelle, la moindre référence au régime de tutelle. J'attire à cet égard l'attention sur l'Article 73 e) de la Charte qui parle des territoires dont les populations ne s'administrent pas encore complètement elles-mêmes et qui sont administrées par certains Etats, en décrivant ces territoires par la formule "territoires... autres que ceux auxquels s'appliquent les Chapitres XII et XIII", c'est-à-dire les territoires sous tutelle.

Etant donné la répartition actuelle des forces au Conseil de tutelle, les puissances coloniales peuvent évidemment faire - et font d'ailleurs - tout ce qui leur semble bon. Elles mettent sens dessus dessous le règlement intérieur; elles introduisent des conclusions et recommandations qui n'ont rien à voir avec les questions qui nous occupent. Mais qu'elles se rappellent qu'en agissant ainsi, elles compromettent de plus en plus le Conseil aux yeux non seulement de l'Organisation des Nations Unies dans son ensemble, mais de tous les Etats du monde.

M. DICKINSON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : J'épargnerai du temps au Conseil en ne répétant pas ici les arguments que j'ai déjà exposés à ce sujet au cours de deux séances antérieures. Je renverrai donc les membres du Conseil aux procès-verbaux de ces deux séances, et on saura ainsi que les observations que nous avons entendues ne sont pas restées sans réponse. J'ai expliqué en détail le rapport entre la résolution 1541 (XV) et les territoires que nous discutons ici. Permettez-moi de rappeler simplement que lors d'une séance antérieure, le représentant de l'Union soviétique avait parlé de la

manière dont la résolution 1541 (XV) se rapportait aux territoires non autonomes. Maintenant, il nous dit que si cette résolution 1541 (XV) a été considérée par le Comité des Vingt-Quatre comme s'appliquant à un territoire non autonome ou à des territoires non autonomes - il s'agissait en fait de la région des Caraïbes - c'était par erreur. Or, ce ne fut pas une erreur. J'étais présent aux débats et je sais qu'un vote a eu lieu à cet égard. Le représentant de l'Union soviétique pêche donc par contradiction, en disant d'abord que la résolution s'applique aux territoires non autonomes, puis en disant ensuite que c'est par erreur que le Comité des Vingt-Quatre l'a invoquée.

Que le représentant de la puissance impérialiste qui vient de prendre la parole avant moi me permette de lui dire que ma délégation, au moins, pense que les diverses possibilités qui s'offrent à un peuple lorsqu'il a cessé d'être dépendant devraient se voir offertes à tous les peuples, et non pas seulement à ceux qui entrent dans la catégorie des peuples non autonomes.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Le représentant des Etats-Unis juge selon des critères appartenant à l'époque impérialiste et coloniale, des critères qui depuis longtemps ont été abandonnés par tous ceux qui défendent des positions anti-colonialistes et anti-impérialistes. Il tire même parti du fait que les membres du Conseil peuvent ne pas tous avoir sous la main le rapport du Comité des Vingt-Quatre et il cherche à créer ainsi une certaine impression en sa faveur.

Le seul passage où le Comité des Vingt-Quatre a évoqué la résolution 1541 (XV) apparaît dans le chapitre où sont exposées les opinions individuelles de deux ou trois puissances coloniales représentées au Comité. Il ne s'agit donc pas de l'opinion du Comité en tant que tel. Or ces deux ou trois puissances coloniales sont bien connues du Conseil, de même que le Conseil connaît bien la composition du Comité des Vingt-Quatre.

M. DICKINSON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) :

Je voudrais me déclarer d'accord avec le représentant de l'Union soviétique : le Conseil de tutelle n'est pas saisi d'un document du Comité des Vingt-Quatre. C'est lui qui, comme il le fait très souvent, a fait allusion à ce document. C'est un fait que la résolution 1541 (XV) a été mentionnée dans un énoncé de conclusions générales s'appliquant à tous les territoires des Antilles et que ces conclusions générales ont été reprises dans le rapport du Comité des Vingt-Quatre. Je précise que lorsque j'ai fait allusion à une puissance impérialiste, j'ai voulu parler du présent, non du passé.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je ne veux pas citer intégralement ce passage du rapport du Comité des Vingt-Quatre à l'Assemblée générale, encore que, s'il en était besoin, je pourrais le faire. Mais je tiens à dire que dans le document susmentionné on lit à peu près ceci :

"Certains membres du Comité ont exprimé l'opinion que la résolution 1541 (XV) devrait être prise en considération lors de la décision sur cette question."

J'ai reproduit avec fidélité le sens de cette citation, dont je suis prêt à fournir le texte exact s'il le faut. Le représentant des Etats-Unis se complaît à user de termes qui ne peuvent qu'appeler une riposte. Si la délégation soviétique entend une fois de plus une allusion semblable, elle sera contrainte de faire une réponse complète qui tienne compte des événements qui se produisent à l'heure actuelle dans certaines régions du monde.

M. DICKINSON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Le représentant de l'Union soviétique tente une nouvelle fois de perturber la discussion et de mêler les faits. Dans la première partie de ses conclusions, le Comité des Vingt-Quatre fait référence à la résolution 1541 (XV). Je ne parle pas des observations et des commentaires individuels des membres. Cela figure au premier paragraphe des conclusions du Comité spécial. Chacun peut s'y reporter.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je demande une suspension de séance de 15 minutes afin que la délégation soviétique puisse rétablir la vérité en présentant le passage dont il s'agit du document du Comité des Vingt-Quatre. J'espère que le représentant des Etats-Unis ne s'opposera pas à cette requête.

M. SWAN (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Encore que fort intéressante, en soi, cette discussion ne me paraît pas très pertinente eu égard au paragraphe que nous examinons maintenant. Ce que l'on essaye de déterminer c'est s'il convient de faire référence à la résolution 1541 (XV). Cette résolution contient des principes excellents, tel le principe VI, ainsi libellé :

"On peut dire qu'un territoire non autonome a atteint la pleine autonomie :

- a) Quand il est devenu indépendant et souverain;
- b) Quand il s'est librement associé à un Etat indépendant; ou
- c) Quand il s'est intégré à un Etat indépendant."

Mais je me demande s'il s'impose bien d'examiner s'il convient de faire référence à cette résolution de l'Assemblée générale. Nous sommes loin d'avoir fini nos travaux et le temps nous presse.

Le PRESIDENT : Le représentant de l'Union soviétique insiste-t-il encore pour demander une suspension de séance?

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : La délégation soviétique n'insiste pas sur sa demande de suspension. Mais elle voudrait demander au Secrétariat du Conseil d'assurer la distribution à tous les membres du Conseil du passage du document dont nous avons parlé. Nous convenons avec le représentant du Royaume-Uni que nous sommes en retard dans nos travaux. Mais il suffit au représentant du Royaume-Uni de se reporter au titre de cette résolution pour voir qu'elle intéresse les territoires sous tutelle.

M. DICKINSON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) :

Il devient de plus en plus manifeste que le représentant de l'Union soviétique cherche à faire distribuer comme document du Conseil de tutelle un document du Comité des Vingt-Quatre, alors que des centaines et des centaines de documents sont déjà amplement distribués, émanant du Comité des Vingt-Quatre ou d'ailleurs. Depuis le début, le représentant de l'Union soviétique essaie de dénigrer le Conseil et de mettre en avant les travaux du Comité des Vingt-Quatre. Il est vraiment superflu de distribuer comme document du Conseil de tutelle un document déjà distribué sous une autre enseigne. Le fait d'accroître la diffusion d'un document que tout le monde possède déjà n'ajoute rien à sa teneur. Ma délégation s'oppose à cette mesure, qui ne serait qu'un gaspillage d'argent et qui ne constitue, de la part de la délégation soviétique, qu'une diversion. Il est absolument inutile de diffuser au Conseil de tutelle les documents du Comité des Vingt-Quatre.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Le représentant des Etats-Unis craint-il que le Conseil de tutelle prenne connaissance des documents du Comité des Vingt-Quatre? Doute-t-il de la véracité de ses propres paroles? La délégation soviétique insiste pour que la séance soit suspendue quelques minutes.

M. DICKINSON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Le représentant soviétique sait fort bien que ce que j'ai dit était exact. Il a lui-même dit précédemment que c'est par erreur que le Comité des Vingt-Quatre avait fait allusion à cette résolution.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Si je ne fais erreur, aux termes du règlement intérieur, toute demande de suspension de séance est mise aux voix immédiatement, sans débat.

Le PRESIDENT : Je mets aux voix la motion de suspension de la séance.

Par 4 voix contre une, avec 2 abstentions, la motion de suspension de la séance est rejetée.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : La délégation soviétique ne prendra pas beaucoup de temps. Elle voudrait seulement déclarer qu'après ce vote et compte tenu de la façon dont a voté le représentant des Etats-Unis, la situation, pour toute personne réfléchie, est claire.

Le PRESIDENT : Nous allons voter sur l'amendement de la délégation des Etats-Unis d'Amérique.

Par 4 voix contre une, avec 3 abstentions, l'amendement des Etats-Unis est adopté.

Le PRESIDENT : Nous allons maintenant voter sur l'ensemble du paragraphe 22 ainsi modifié.

Par 5 voix contre une, avec une abstention, le paragraphe 22 est adopté.

Le PRESIDENT : Je passe au paragraphe 23.

M. DICKINSON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : J'ai une question en ce qui concerne le paragraphe 23 et je voudrais demander au rédacteur du rapport s'il pourrait préciser un point car cela m'aidera à voter. La précision que je voudrais obtenir des membres du Comité de rédaction qui ont rédigé ce paragraphe est la suivante. Dans la dernière partie du paragraphe il est indiqué que le Conseil estime que l'Autorité administrante et les représentants élus "doivent faire en sorte que les habitants restent conscients des décisions qu'ils devront prendre concernant leur avenir".

Ceci signifie-t-il qu'il faudra leur dire quelle décision ils devront prendre ou qu'ils auront à prendre des décisions? A mon avis, le paragraphe devrait signifier qu'il faudra faire en sorte que les habitants restent conscients des décisions qu'ils auront à prendre. Je suis sûr que cela ne doit pas signifier, comme cela semble le faire, qu'il faudra leur dire quelle décision prendre. Il y a, me semble-t-il, une légère différence et cela préoccupe un peu ma délégation. Je voudrais voter en faveur de ce paragraphe et si c'est un rappel du fait qu'ils auront à prendre des décisions pour leur avenir, je serais très heureux de le faire.

M. EASTMAN (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Je ne sais pas très bien l'anglais, mais ce paragraphe me semble très clair et sans aucune ambiguïté. Je crois qu'il s'explique de lui-même.

M. HOPE (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Etant l'un des membres du Comité de rédaction, je peux confirmer l'opinion du représentant des Etats-Unis. Le but de cette phrase est d'indiquer que les habitants devront être conscients des décisions qu'ils devront prendre concernant leur avenir.

M. DICKINSON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Etant entendu que c'est bien là le sens de la phrase, je voterais en faveur de ce paragraphe.

Par six voix contre une, avec une abstention, le paragraphe 23 est approuvé.

M. EASTMAN (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais suggérer, afin d'accélérer notre travail et étant donné qu'il n'y a aucun amendement officiel qui nous soit soumis, d'envisager l'adoption ou le rejet des paragraphes 24, 25 et 26 ensemble.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Si le représentant du Libéria voulait accepter un léger amendement, ma délégation serait prête à appuyer sa proposition. Nous voudrions en tous cas que l'on mette aux voix séparément le paragraphe 25.

M. DICKINSON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Je comprends le désir du représentant du Libéria d'accélérer nos travaux, qui devraient déjà être terminés, mais je voudrais proposer un bref amendement au paragraphe 24, car cela permettrait à ma délégation de l'appuyer.

Le paragraphe 24, tel qu'il est actuellement rédigé, prie instamment l'Autorité administrante "de prendre les mesures nécessaires au transfert de toutes les fonctions administratives". Je pense qu'éventuellement, bien sûr, toutes les fonctions administratives seront transférées, mais ce sera au moment de l'indépendance. Je ne suis pas sûr que c'est ce que nous voulons dire. Je crois que ce qui est indiqué ici est que l'Autorité administrante devrait procéder au transfert d'autant de fonctions administratives que possible. C'est comme cela que j'interprète les intentions de la Mission de visite telles qu'elles ressortent de son rapport. Je proposerai que nous éliminions les mots "au transfert de toutes les fonctions administratives" pour leur substituer, après le mot

M. Dickinson (Etats-Unis)

"nécessaire" les mots "pour placer de plus en plus de Néo-Guinéens dans des fonctions administratives". La phrase se lirait donc ainsi :

"Le Conseil, notant le danger de s'arrêter trop longtemps à mi-chemin sur la voie du progrès, prie instamment l'Autorité administrante de prendre les mesures nécessaires pour placer de plus en plus de Néo-Guinéens dans les fonctions administratives et de ne pas se contenter des progrès déjà accomplis."

M. EASTMAN (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Je me trouve devant une légère difficulté. Je n'ai pas suivi l'amendement proposé par le représentant des Etats-Unis dans tous ses détails mais il me semble être très important. N'est-il pas nécessaire, dans un tel cas, de donner un préavis de 24 heures lorsque des amendements sont proposés?

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : La délégation des Etats-Unis a récemment fait des déclarations à l'effet que la délégation soviétique gênait le travail du Conseil de tutelle, le retardait, essayait de saboter son oeuvre, etc. La délégation des Etats-Unis, dans ce domaine, n'épargne aucun effort et n'épargne non plus ni son temps ni celui des membres de ce Conseil. La délégation soviétique a présenté des amendements à deux projets qui étaient examinés par le Conseil de tutelle et chaque fois la délégation des Etats-Unis a créé des obstacles et a demandé que les amendements soient présentés par écrit et suffisamment à l'avance pour pouvoir être examinés.

M. Fotine (URSS)

La délégation soviétique ne peut pas soulever d'objections à l'encontre de la présentation d'amendements au cours de l'examen d'un document. Cependant, nous tenons à faire remarquer que la délégation des Etats-Unis aurait pu, tout au moins, aller au devant des désirs du Conseil en respectant tous les articles du règlement intérieur, notamment la règle de procédure qui vient d'être invoquée par le représentant du Libéria.

Si quelqu'un retarde les travaux du Conseil, et si quelqu'un s'efforce de faire prévaloir ses propres idées dans les propositions et recommandations du Conseil, c'est bien la délégation des Etats-Unis, ce qui n'aide certainement pas le Conseil dans ses travaux. Bien au contraire, cette procédure entrave notre tâche.

De l'avis de ma délégation, le moment est venu pour la délégation des Etats-Unis de daigner au moins présenter par avance ses amendements, comme le font les autres délégations et, en tout cas, comme le fait celle de l'Union soviétique.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Nous connaissons tous le règlement intérieur qui a été invoqué par nos collègues du Libéria et de l'Union soviétique. Il me semble injuste d'attaquer, en l'occurrence, un amendement proposé par les Etats-Unis - ou par une autre délégation - alors qu'en fait, pour accélérer les travaux du Conseil, nous avons précisément travaillé de cette manière au cours des deux derniers jours. Et je dis cela, quels que soient les mérites de la proposition.

Parlant maintenant des mérites de la proposition même - en ma qualité de représentant de l'Autorité administrante - personnellement je ne sais pas ce que signifie l'expression "prendre les mesures nécessaires pour transférer toutes les fonctions administratives ..."; je ne vois pas de quoi il s'agit. Je ne sais pas si cela signifie que ce Conseil désire voir l'Autorité administrante se retourner demain et confier tous les postes de l'Administration à des Néo-Guinéens ou à des Papuans ou à qui que ce soit. Si c'est ce que l'on veut, la chose est pratiquement impossible. Que veut dire ce texte? Il me semble que le représentant des Etats-Unis a exprimé le sens que l'on veut donner à cette question, c'est-à-dire qu'il faudrait accélérer, intensifier la tendance à un transfert des fonctions administratives aux Néo-Guinéens. Mais en ce qui concerne ce texte sous sa forme actuelle, je peux

M. McCarthy (Australie)

dire qu'en ma qualité de représentant de l'Autorité administrante, comme une personne qui s'est occupée étroitement de l'administration du Territoire depuis des années, je ne comprends pas ce que cela signifie et je ne sais pas ce qu'il me faudrait faire si je me trouvais en face de cette résolution sous sa forme initiale.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Bien entendu, le représentant australien peut essayer d'induire en erreur le Conseil pendant longtemps, mais je dois lui dire que le document dont nous sommes saisis a été soumis au Conseil le 23 juin; depuis cette date, il s'est écoulé une semaine, si je ne me trompe. Le représentant de l'Australie ne peut donc pas nous dire qu'au cours de ces sept jours, il n'a pas eu le temps de consulter les membres du Comité de rédaction au nombre desquels, incidemment, se trouve le représentant du Royaume-Uni. Est-ce ainsi que nous devons entendre la coopération qu'on peut attendre de la délégation australienne avec le Conseil, à savoir que pendant une semaine, cette dernière a essayé d'interpréter la signification des recommandations dont nous sommes saisis et a fait des déclarations comme celle d'aujourd'hui au moment seulement où le Conseil en vient à examiner le document?

M. DICKINSON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Vous vous rappellerez qu'au début de la séance de vendredi, j'ai dit que je voudrais présenter quelques brefs amendements - de deux ou trois mots - et qu'on m'a suggéré à ce moment-là de les présenter au fur et à mesure que nous examinions les passages en question. J'ai également dit alors que, bien que la règle de 24 heures doive être invoquée pour la présentation d'amendements très longs et peu compréhensibles, difficiles à rédiger et à mettre aux voix immédiatement, ma délégation avait l'intention de présenter de petits amendements en escomptant que d'autres délégations parmi lesquelles j'ai nommé l'Union soviétique, en feraient autant. Au cours de nos deux dernières séances et à notre réunion actuelle, la délégation de l'Union soviétique et celle du Libéria, ainsi qu'une ou deux autres, notamment la mienne, ont présenté de brefs amendements qui ont fait l'objet d'un vote immédiat. Par conséquent, je ne pense pas qu'il s'agisse là d'une procédure nouvelle puisque nous l'avons suivie depuis vendredi.

Le PRESIDENT : Il est exact que la présidence n'a pas vu d'objections à l'encontre de la présentation de certains amendements très courts qui ont été déposés au fur et à mesure que nous examinions les différents articles du projet de rapport.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : J'ai deux observations très brèves à présenter. Tout d'abord, l'article 57 qui porte sur la présentation des projets de résolutions, de rapports et d'amendements y afférents, ne dit rien sur le fait que ces projets ou amendements doivent être courts ou longs; il ne dit pas que la longueur de la résolution ou de l'amendement doit être un critère d'application ou de rejet.

En second lieu, nous sommes en présence d'un exemple très concret qui réfute la position prise par la délégation des Etats-Unis. Le 25 juin, la délégation de la France a présenté un amendement au rapport du Comité de rédaction. En dépit du fait que cet amendement était très bref - il n'aurait guère pu l'être davantage - la délégation française a estimé indispensable de le présenter par écrit au Conseil.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : A moins que ma mémoire ne me fasse défaut, nous avons traité des amendements soviétiques - ou nous avons commencé à le faire - le jour même où ils nous ont été soumis.

Je ne peux vraiment pas comprendre pourquoi on fait tant d'embarras au sujet de cet amendement. J'ai dit au Conseil qu'en ma qualité de représentant de l'Autorité administrante, ce qui me donne certaine responsabilité, me semble-t-il, pour interpréter auprès de mon gouvernement le sens du débat qui s'est déroulé au sein de ce Conseil, je ne comprenais pas ce que signifiait cette rédaction. Il s'agit d'un amendement parfaitement simple - qui n'est pas long et ne présente rien de sinistre - soumis au Conseil aux fins d'examen. Et soudain, nous voyons le représentant de l'Union soviétique invoquer l'article 57 du règlement intérieur. Or, cet article a déjà été honoré - pour sa commodité aussi bien que celle de n'importe qui d'autre - beaucoup plus pour l'ignorer que pour l'observer. De toute façon, l'article 57 du règlement intérieur n'a pas un caractère rogatoire.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Je dois dire que je ne saurais manquer d'exprimer mon inquiétude en ce qui concerne la situation parlementaire dans laquelle nous nous trouvons. Je crois que cette discussion est vraiment allée trop loin.

J'espère pouvoir être utile au Conseil en faisant une suggestion qui, me semble-t-il, sera acceptable à notre collègue des Etats-Unis. Au lieu de la rédaction qu'il a proposée, je suggère de mettre le mot "progressif" après le mot "transfert". En d'autres termes, le paragraphe déclarerait que le Conseil "prie instamment l'Autorité administrante de prendre les mesures nécessaires au transfert progressif de toutes les fonctions administratives et de ne pas se contenter des progrès déjà accomplis".

M. HOPE (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : En tant que membre du Comité de rédaction, je voudrais simplement dire que c'est exactement le sens dans lequel ce paragraphe a été rédigé. Je vous demande de m'excuser si la terminologie employée semble pouvoir donner lieu à plusieurs interprétations, mais le sens de ce paragraphe est exactement celui qu'a indiqué le représentant de la Chine.

M. DICKINSON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) :

Je suis prêt à accepter la suggestion que le représentant de la Chine vient de faire afin de permettre au Conseil d'avancer dans ses travaux. J'appuierai son amendement, je retire le mien.

Afin d'expliquer mon vote, cependant, je dirai qu'aux yeux de ma délégation, le transfert progressif de toutes les fonctions administratives ne sera terminé que lorsque le territoire accédera à l'indépendance, si tel est le désir de la population.

Qu'il me soit permis d'ajouter que je suis reconnaissant au représentant de l'Australie d'avoir bien voulu souligner que nous n'avions pas invoqué la règle du délai de vingt-quatre heures en ce qui concerne les amendements déposés par l'Union soviétique; ils nous ont été communiqués sous forme écrite pendant que nous étions en train de déjeuner. Au début de cette séance, ma délégation a été à même de laisser de côté cette règle de vingt-quatre heures, elle était prête à examiner les amendements soviétiques.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Il semble évident que le représentant des Etats-Unis et le représentant de l'Australie s'efforcent de rejeter le blâme sur les innocents. Non seulement ils n'ont pas prêté attention à ce qui se passe au Conseil - je veux dire que le représentant de la délégation soviétique n'a pas demandé l'application de l'Article 57 - mais en outre ils ont une mémoire bien courte. Je dois leur rappeler que la délégation soviétique était prête à attendre vingt-quatre heures avant que le Conseil ne passe à l'examen de ces amendements. Cependant, l'opinion du Conseil et celle du Président de ce Conseil ont été favorables à l'examen immédiat de ces amendements. C'est pourquoi, je le répète, cette tentative de rejeter la faute sur les innocents ne peut aider que ceux qui oublient tout ou ceux qui, pour des raisons qui leur sont propres, s'efforcent de dénaturer le sens des discussions antérieures du Conseil.

Le PRESIDENT : Le Conseil va maintenant voter sur l'amendement déposé par le représentant de la Chine.

Par 6 voix contre zéro, avec une abstention, l'amendement de la délégation de la Chine est adopté.

Par 6 voix contre zéro, avec 2 abstentions, le paragraphe 24 est adopté.

Par 7 voix contre zéro, avec une abstention, le paragraphe 25 est adopté.

M. DICKINSON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : En ce qui concerne le paragraphe 26, je demande un vote séparé sur la dernière phrase.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je rappelle que, lors de la session du Conseil de tutelle de 1961, j'avais annoncé ici ce qui est mentionné dans ce texte. Si mes souvenirs sont exacts, cela faisait partie d'une résolution adoptée par le Conseil de tutelle; le Conseil notait avec intérêt une déclaration du représentant spécial au sujet de l'avenir commun de ces deux territoires. Je n'arrive donc pas à comprendre le but de cette proposition. Il est clairement entendu en Nouvelle-Guinée que le Papua et la Nouvelle-Guinée constituent une union administrative, sont gouvernés par des organes communs, parmi lesquels la Chambre d'assemblée qui représente à la fois le Papua et la Nouvelle-Guinée et qui comporte des représentants élus du Papua et de la Nouvelle-Guinée. Depuis des années, il est clair que, selon des termes que j'ai employés ici au cours des sessions antérieures, et pour autant qu'il soit possible d'en juger, sous la seule réserve des vœux de la population elle-même, un avenir politique commun est envisagé pour ces deux territoires; nous n'avons pas caché cette situation et il n'existe à ce sujet aucun doute dans l'esprit de tous ceux qui sont au courant de l'évolution de ce territoire.

Au Conseil de tutelle, nous avons eu, en qualité de conseillers du représentant spécial, un Néo-Guinéen et un Papuan, ce dernier étant le chef des membres élus et le premier étant le chef adjoint des membres élus.

Le PRESIDENT : Le Conseil passera maintenant au vote sur la première phrase du paragraphe 26; nous prendrons ensuite la seconde phrase de ce paragraphe.

Par 6 voix contre zéro, avec une abstention, la première phrase du paragraphe 26 est adoptée.

Par 4 voix contre zéro, avec 3 abstentions, la seconde phrase du paragraphe 26 est adoptée.

Par 6 voix contre zéro, avec 2 abstentions, l'ensemble du paragraphe 26 est adopté.

M. DICKINSON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) :
Je voudrais expliquer mon vote sur le paragraphe 26.

Ma délégation a constaté que l'Autorité administrante n'a jamais hésité à dire et à répéter quelles étaient ses intentions en ce qui concerne le Papua et la Nouvelle-Guinée; c'est pourquoi ma délégation avait demandé un vote séparé sur la première phrase du paragraphe. Cependant, ma délégation estime que, dans son ensemble, le paragraphe 26 est excellent et c'est pourquoi elle l'a appuyé dans son ensemble.

Le PRESIDENT : Nous allons maintenant voter sur la recommandation contenue au paragraphe 4 du rapport du Comité de rédaction.

Par 7 voix contre zéro, avec une abstention, la recommandation contenue au paragraphe 4 du rapport est adoptée.

Le PRESIDENT : Le Conseil va maintenant voter sur le paragraphe 5 du rapport lui-même dont les dispositions sont les suivantes :

"Le Comité recommande également au Conseil de tutelle d'adopter les conclusions et les recommandations énoncées dans l'annexe ci-après et de les insérer à la fin de chaque section ou sous-section correspondante du chapitre."

Par 6 voix contre zéro, avec 2 abstentions, la recommandation contenue au paragraphe 5 est adoptée.

M. DICKINSON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais expliquer mon vote sur les conclusions et recommandations dans leur ensemble. Ma délégation tient à exprimer ses remerciements au Comité de rédaction qui a permis l'adoption de ces conclusions et recommandations. Nous avons voté en leur faveur parce que nous les appuyons dans leur ensemble. Cependant, je désire indiquer maintenant une fois de plus que ma délégation s'est abstenue sur plusieurs des paragraphes du rapport.

Le PRESIDENT : Nous allons maintenant passer au vote sur le projet de résolution présenté par la délégation de l'Union soviétique au sujet de l'examen de la situation dans le Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée (T/L.1095). Y a-t-il des observations sur ce projet de résolution?

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je m'efforcerais d'être bref en commentant le projet de résolution contenu dans le document T/L.1095. Mes premières observations portent sur l'avant-dernier paragraphe du préambule, qui commence par les mots : "Notant avec regret que l'Autorité administrante" et se termine par les mots : "conformément au paragraphe 5 de la résolution 1514 (XV)".

Le processus de développement des mesures nécessaires pour transférer tous les pouvoirs au peuple du Territoire est naturellement un processus continu et il est en bonne voie. Je me suis efforcé de l'expliquer au Conseil au cours de nombreuses séances.

La dernière mesure importante prise dans ce domaine a été la création de la Chambre d'assemblée avec une majorité autochtone, etc. A ce sujet, je voudrais aussi vous faire remarquer que le paragraphe 5 de la résolution 1514 (XV) contient les mots : "conformément à leur volonté et à leurs vœux librement exprimés".

M. McCarthy (Australie)

Or la volonté et les vœux librement exprimés de la population ont été clairement indiqués à la Mission de visite comme en témoigne son rapport (T/1635). Par conséquent, ce paragraphe est incomplet et incorrect sous sa forme actuelle.

En ce qui concerne le dernier paragraphe du préambule, je ferai remarquer une fois de plus que les pouvoirs de la Chambre d'assemblée du Papua et de la Nouvelle-Guinée ne sont pas extrêmement limités et qu'il n'est pas correct de dire que "les pouvoirs législatif et exécutif sur le Territoire restent aux mains de l'Autorité administrante".

Je ne veux pas fatiguer le Conseil en revenant sur toutes les questions que nous avons traitées ici ad nauseam. Cependant, je ferai remarquer aussi en passant qu'au troisième paragraphe du préambule, il n'est fait aucune mention de l'Accord de tutelle des Nations Unies qui, bien entendu, est un document de base en ce qui concerne le Territoire sous tutelle.

Mes observations s'appliquent également au paragraphe 2 du dispositif.

En ce qui concerne le paragraphe 3, les observations que j'ai faites précédemment s'appliquent à nouveau en partie. Pour ce qui est des prétendues "dispositions discriminatoires des ordonnances électorales qui prévoient des sièges spéciaux et des sièges de membres fonctionnaires, à la Chambre d'assemblée, pour des citoyens australiens", la situation a été clairement expliquée ici de façon détaillée par le chef des représentants élus de la majorité autochtone de la Chambre d'assemblée.

M. EASTMAN (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Ma délégation se voit obligée de demander un vote par division sur ce projet de résolution. Nous ne pouvons approuver le sixième paragraphe du préambule car l'Autorité administrante a pris des mesures pour transférer les pouvoirs à la population et, comme l'a souligné le représentant de l'Australie, elle a créé la Chambre d'assemblée pour le Papua et la Nouvelle-Guinée. C'est là une mesure dans ce sens.

Notre deuxième observation porte sur le paragraphe 3 du dispositif. Je rappellerai, à cet égard, les remarques faites par M. John Guise, conseiller de la délégation australienne, qui a informé le Conseil du vœu exprès de la population du Papua et de la Nouvelle-Guinée tendant à ce qu'il y ait des sièges spéciaux et des sièges officiels.

En raison de ces deux observations, je demande que le projet de résolution soit mis aux voix par division.

M. GASCHIGNARD (France) : La délégation française voudrait présenter quelques observations sur le projet de résolution soumis par la délégation de l'Union soviétique (T/L.1095) au sujet de la Nouvelle-Guinée.

La position française concernant l'évolution des territoires sous tutelle est connue. Elle se fonde sur les dispositions pertinentes de la Charte et des accords de tutelle. Les populations intéressées disposent du droit d'autodétermination et leurs aspirations librement exprimées doivent être prises en considération pour l'exercice de ce droit qui débouche sur la pleine capacité à s'administrer soi-même ou à l'indépendance.

Il appartient à la Puissance administrante, dont la responsabilité est primordiale, de promouvoir avec opiniâtreté le développement et le progrès des populations de façon que les fins ultimes du régime de tutelle puissent être atteintes sans retard injustifié et conformément aux vœux des habitants.

Le rapport du Comité de rédaction nommé par le Conseil, qui reflète lui-même en grande partie les recommandations de la Mission de visite, nous paraît répondre à la fois aux principes exposés plus haut ainsi qu'aux conditions particulières existant dans le Territoire de la Nouvelle-Guinée. L'ayant adopté, notre Conseil, nous semble-t-il, a rempli ses fonctions qui sont de faire en sorte que les relations entre les autorités de tutelle et leurs administrés soient harmonieuses et qui sont aussi de stimuler, d'assurer l'évolution du Territoire.

La délégation française note que le projet de résolution présenté par la délégation de l'Union soviétique fait état de certaines considérations ou emploie une rédaction qui s'écartent de la manière de voir que je viens de rappeler.

D'autre part, ce texte formule des jugements ou propose des solutions qui, de l'avis de la délégation française, ne semblent pas correspondre à la situation en Nouvelle-Guinée telle qu'elle nous a été décrite ici ni sans doute constituer les moyens les plus appropriés de modifier, quand cela est nécessaire, les conditions existant actuellement dans ce Territoire.

C'est pourquoi, bien qu'elle approuve pleinement le principe de l'autodétermination réaffirmé par le projet de résolution de la délégation de l'Union soviétique, la délégation française regrette de ne pouvoir être en mesure de se prononcer en faveur de ce texte.

M. HOPE (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Pour ma délégation aussi, il serait difficile d'appuyer ce projet de résolution. Nous nous associons à bien des points de vues qui ont été exprimés autour de cette table, mais je dirai, pour être bref et ne pas retenir trop longtemps ce Conseil, que plusieurs des recommandations présentées et des opinions exprimées dans le projet de résolution sont superflues puisque nous en avons déjà traité dans le rapport sur les conditions dans le Territoire sous tutelle, dont nous venons de terminer l'examen. Il nous semble en outre que l'Autorité administrante doit garder entre les mains les derniers pouvoirs aussi longtemps qu'elle administre un territoire pour le compte des Nations Unies.

On ne trouve dans ce projet de résolution aucune mention de l'Accord de tutelle et sa rédaction n'est pas conforme, en plusieurs points, avec la terminologie de la Charte.

Pour ce qui est de la question de la mise en oeuvre de certaines dispositions "sans délai", ma délégation a toujours pensé que c'était à la population elle-même qu'il appartenait de prendre des décisions de ce genre, opinion qui est confirmée dans les rapports des missions de visite. Il est parfaitement évident que dès qu'un territoire cesse d'être un territoire sous tutelle, tous les pouvoirs sont transférés. Mais jusqu'à la fin de l'Accord de tutelle, on ne peut prétendre voir ces pouvoirs retirés.

Pour ces raisons, nous ne sommes pas en mesure d'approuver le projet de résolution soviétique.

M. McARTHUR (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : Ma délégation partage pleinement l'opinion qui vient d'être émise par les représentants de l'Australie et du Royaume-Uni, de sorte qu'elle n'est pas non plus en mesure d'appuyer le projet de résolution soviétique.

Le PRESIDENT : Je vais maintenant mettre aux voix le projet de résolution soviétique (T/L.1095). Le représentant du Libéria a demandé un vote séparé sur le cinquième paragraphe du préambule et sur le troisième paragraphe du dispositif. Je vais par conséquent mettre aux voix d'abord les quatre premiers paragraphes du préambule pris ensemble; puis le cinquième; puis le sixième; puis les deux premiers paragraphes du dispositif, pris ensemble; puis le troisième; puis le dernier. Après quoi, je mettrai aux voix le projet de résolution dans son ensemble, tel qu'il aura pu être amendé.

Par 3 voix contre zéro, avec 5 abstentions, les quatre premiers paragraphes du préambule sont adoptés.

Par 6 voix contre une, le cinquième paragraphe du préambule est rejeté.

Par 5 voix contre 2, le dernier paragraphe du préambule est rejeté.

Par 4 voix contre 2, avec une abstention, les paragraphes 1 et 2 du dispositif sont rejetés.

Par 5 voix contre une, le paragraphe 3 du dispositif est rejeté.

Par 2 voix contre une, avec 4 abstentions, le paragraphe 4 du dispositif est adopté.

Par 5 voix contre 2, avec une abstention, le projet de résolution dans son ensemble est rejeté.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Pour expliquer mon vote, je dirai que ma délégation n'a pas participé au vote sur le paragraphe 1 du dispositif car nous ne pensons pas que le droit à l'autodétermination et à l'indépendance doive être exprimé de cette manière, qui n'est pas conforme à la terminologie employée dans la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux peuples et aux pays coloniaux.

M. DICKINSON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Permettez-moi d'expliquer pourquoi ma délégation a voté contre le projet de résolution soviétique dans son ensemble. De l'avis de ma délégation, ce projet de résolution avait manifestement pour objet de se substituer au rapport que notre Conseil a adopté après un travail si ardu, ou du moins d'y ajouter quelque chose. Or nous avons débattu longuement de ce rapport, qui a été discuté pendant deux séance et demie avant d'être finalement adopté. Le projet de résolution soviétique touche plusieurs questions qui apparaissent déjà dans le rapport, de sorte que nous y trouvons à la fois plusieurs éléments fort raisonnables, mais aussi des tentatives de modifier le sens du rapport que le Conseil a adopté.

Pour montrer qu'elle appuie pleinement le rapport que le Conseil a adopté, ma délégation a voté contre le projet de résolution soviétique.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Après un mois de session du Conseil de tutelle, le représentant des Etats-Unis croit pouvoir formuler les allégations les plus invraisemblables, par exemple que le projet de résolution soviétique tendrait à se substituer au rapport du Comité de rédaction. Je rappelle que le projet de résolution soviétique a été déposé le 15 juin 1965, c'est-à-dire plus d'une semaine avant la présentation du rapport du Comité de rédaction. On voit mal comment il serait possible de remplacer quelque chose qui n'existe pas encore.

POINT 6 b) DE L'ORDRE DU JOUR

RAPPORT DE LA MISSION DE VISITE DES NATIONS UNIES DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DE LA NOUVELLE-GUINEE : PROJET DE RESOLUTION (T/L.1103)

Le PRESIDENT : Nous passons à l'examen du projet de résolution (T/L.1103) présenté par la délégation de la Nouvelle-Zélande au sujet des rapports de la Mission de visite des Nations Unies dans les territoires sous tutelle de Nauru et de la Nouvelle-Guinée.

M. McARTHUR (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : J'ai l'honneur de présenter le projet de résolution qui exprime la gratitude du Conseil pour le travail accompli, en son nom, par la Mission de visite qui s'est rendue en Nouvelle-Guinée et à Nauru, en particulier pour les deux rapports que nous avons examinés au cours des semaines passées. Ce témoignage de gratitude est exprimé après chaque rapport d'une mission de visite. Mais cela n'enlève rien à sa sincérité en l'occurrence. Vous savez personnellement, Monsieur le Président, quel effort considérable, physique et intellectuel, requièrent, dans le bref laps de temps de sept semaines, l'évaluation des conditions dans deux territoires aussi différents que ceux-ci et l'appréciation équilibrée et équitable des aspirations et des problèmes des populations intéressées, durant ces phases ultimes du processus de décolonisation. C'est un privilège considérable, certes, que de faire partie d'une telle mission de visite. Mais les responsabilités assumées ne sont pas moins considérables, notamment envers la population des territoires sous tutelle. Le travail que vous avez accompli, Monsieur le Président, avec votre groupe, composé de M. Eastman, de M. Dickinson et de M. Swan,

se mesure à la clarté et au caractère complet des rapports sur Nauru et la Nouvelle-Guinée, ainsi qu'à la sympathie et à la sagesse qui émanent de vos recommandations. Ce que le chef de la délégation néo-zélandaise disait précédemment du rapport relatif à la Nouvelle-Guinée vaut pour les deux rapports. Ils étayent, développent et étendent les rapports de la Mission de 1962, avec lesquels ils forment un guide indispensable pour le progrès futur de ces territoires sous tutelle. On peut estimer aussi que la contribution qu'ont apportée à nos débats les quatre membres de la Mission de visite va au-delà de l'élaboration des rapports. En raison de leur large connaissance des problèmes qui se posent pour les Néo-Guinéens et les Nauruans, nos quatre collègues ont pu immédiatement aiguiller le débat vers les points essentiels, facilitant la discussion.

En soumettant ce projet de résolution, je voudrais, Monsieur le Président, m'associer à vos propres remarques quant à la valeur des services fournis par le secrétariat de la Mission.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : A propos du projet de résolution T/L.1103, que vient de soumettre le représentant de la Nouvelle-Zélande, je voudrais demander au Conseil de tutelle d'envisager l'inclusion au deuxième alinéa du préambule, après les mots "desdits rapports", des mots suivants : "y compris les réponses faites par les représentants du peuple nauruan aux questions qui leur ont été posées par des membres du Conseil,".

Je voudrais proposer en outre d'ajouter au dispositif, après le paragraphe 1, un nouveau paragraphe, ainsi libellé :

"Prend acte en outre des observations formulées par les représentants de l'Australie, y compris des observations formulées par les représentants du peuple nauruan, en ce qui concerne l'avenir du territoire sous tutelle de Nauru."

M. DICKINSON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) :

Je me demande si la représentante du Libéria se souvient qu'au cours de différentes discussions que nous avons eues ici à propos du statut des représentants du peuple nauruan qui se trouvaient avec nous, il a été souligné qu'ils étaient membres de la délégation australienne. Aurait-elle des objections à ce que la modification qu'elle suggère pour le deuxième paragraphe du préambule se lise comme suit :

"Ayant entendu les observations orales des représentants du peuple nauruan qui font partie de la délégation australienne et des représentants de l'Australie à propos desdits rapports ..."

Est-ce exact à son avis? Est-elle d'accord sur les mots "qui font partie de la délégation australienne"? En effet ils étaient ici à ce titre et nous avons discuté de cela assez longuement.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : J'ai dit

"les représentants de l'Australie comprenant" parce que je savais qu'ils faisaient partie de la délégation australienne. C'est pourquoi j'ai dit "les représentants de l'Australie comprenant..."

M. DICKINSON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) :

J'ai bien compris cela en ce qui concerne le paragraphe du dispositif. Si la représentante du Libéria veut dire qu'elle utilise les mêmes termes pour le paragraphe du préambule, il semble que cela précise qu'ils étaient membres de la délégation.

ii. HOPE (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Avec tout le

respect que j'ai pour la représentante du Libéria qui a présenté ces diverses additions au texte, je voudrais dire que, de l'avis de ma délégation, le but de ce projet de résolution est de rendre hommage à l'oeuvre de la Mission de visite et que le projet de résolution vise le travail de la Mission de visite. En conséquence, les paragraphes du dispositif vont dans ce sens. Le peuple de Nauru est mentionné ici. Toutefois, le projet de résolution traite des peuples de Nauru et de Nouvelle-Guinée. Cela semble un peu déséquilibré de parler seulement des représentants du peuple de Nauru et non de ceux du peuple de Nouvelle-Guinée.

M. Hope (Royaume-Uni)

Je me demande si la représentante du Libéria lorsqu'elle a mentionné le peuple de Nauru, a pensé à mentionner le peuple de Nouvelle-Guinée.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Avant de parler de la question soulevée par la délégation du Royaume-Uni, je voudrais parler de celle soulevée par le représentant des Etats-Unis.

Je me souviens qu'au moment de la discussion en ce Conseil à propos des membres de Nauru inclus dans la délégation australienne, on nous avait dit qu'ils faisaient partie de la délégation australienne, et c'est cela que j'avais compris. C'est pourquoi j'ai dit "les représentants de l'Australie comprenant...". J'espère que cela répond à la question du représentant des Etats-Unis.

Sur la question posée par le représentant du Royaume-Uni, je dirai qu'il est vrai que le point de l'ordre du jour est Nauru et la Nouvelle-Guinée. En fait, je pensais qu'il y aurait deux projets de résolution distincts pour les deux territoires. J'estime que de cette façon nous aurions pu refléter les opinions des délégations relatives à un territoire particulier mieux qu'en les réunissant. Mais puisque le projet de résolution a été rédigé avec les deux noms, je suppose que nous ne pouvons faire autrement que d'inclure à la fois Nauru et la Nouvelle-Guinée. Je répète que j'aurais préféré deux projets de résolution séparés car j'estime que ma proposition a un sens dans le contexte de Nauru qu'il n'a pas dans le contexte de la Nouvelle-Guinée.

M. McARTHUR (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : Je suis heureux d'avoir entendu l'explication de la représentante du Libéria. Le représentant du Royaume-Uni a posé, à propos de la situation des Néo-Guinéens qui ont été présents à ce Conseil, la question que je voulais poser. Ma délégation estime qu'il serait utile d'indiquer dans ce projet de résolution la participation des représentants du Territoire sous tutelle aux travaux du Conseil. Toutefois, avant de nous décider, je voudrais demander au Secrétaire, par votre intermédiaire, Monsieur le Président, si, parmi les différents documents que le Conseil a adoptés ou adopte normalement, il y en a sur ce sujet qui font référence aux représentants du Territoire sous tutelle et qui pourraient répondre aussi bien au but qu'avait à l'esprit la représentante du Libéria.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Je ne me souviens pas si de telles références existent dans les résolutions du Conseil de tutelle, mais je suis sûre qu'en ce qui concerne les territoires sous tutelle, cela a été fait plusieurs fois en Quatrième Commission.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Je crois que l'idée de notre collègue du Libéria est excellente. Si nous devons mentionner les membres de la délégation australienne, nous devons cependant respecter la position de la délégation australienne. Pour autant que nous le sachions, les chefs nauruans et néo-guinéens ainsi que leurs adjoints font partie de la délégation australienne en qualité de conseillers du représentant spécial. Ceci dit, je voudrais soumettre à l'attention du Conseil - et j'espère que la délégation australienne pourra l'accepter - la proposition suivante : insérer après les mots "les représentants de l'Australie", les mots "y compris les représentants nauruans et néo-guinéens".

La représentante du Libéria a indiqué que ce projet de résolution avait trait à Nauru mais je pense qu'elle a dû se rendre compte qu'il concerne le rapport de la Mission de visite à Nauru et en Nouvelle-Guinée.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Je n'avais pas l'intention de prendre la parole à cette heure tardive pour être plus royaliste que le roi. Cependant, le représentant de l'Australie nous a dit, à un moment quelconque de notre discussion, que ces gens étaient considérés comme faisant partie de sa délégation; je voulais donc inclure les observations faites par le représentant de la population de Nauru, ce qui signifiait que ces personnes étaient membres de la délégation australienne; je ne vois donc pas la différence que cela peut faire.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Je dois dire que je n'ai pas pris note de la première partie des remarques de la représentante du Libéria parce que je ne savais pas à qui elle s'est adressée. En ce qui concerne sa deuxième observation toutefois, je crois que ma proposition devrait lui donner satisfaction : elle consiste, en ce qui concerne le paragraphe du préambule que nous étudions, à ajouter une virgule après le mot "Australie", et ensuite les mots suivants : "y compris les représentants de la Nouvelle-Guinée et de Nauru".

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Si j'ai bien compris le représentant de la Chine, je ne suis pas certaine que sa rédaction reflète les faits exacts de la situation. Je ne crois pas que les représentants de Nauru aient fait des observations au sujet de la déclaration du représentant de l'Australie en tant que tel. On leur a posé certaines questions auxquelles ils ont répondu. Personnellement, c'est à ces dernières que j'ai fait allusion.

M. HOPE (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Le texte du deuxième paragraphe du préambule ne fait pas allusion à des commentaires. Il se lit ainsi : "Ayant entendu les observations orales faites par ...". Les propositions faites par la représentante du Libéria - au nombre de deux si je me souviens bien - dans le premier cas, demandaient que la rédaction tienne compte des observations - et celles-ci sont déjà dans le texte - et, dans le second cas, fasse allusion aux réponses de la population de Nauru.

Il me semble que ces deux idées sont bien exprimées dans le texte actuel qui se lit "Ayant entendu les observations orales faites par ...". Si nous incluons, avec "les représentants de l'Australie", une référence - comme celle que vient de faire le représentant de la Chine - à la représentation de la population de

M. Hope (Royaume-Uni)

Nouvelle-Guinée et de Nauru - puisque la rédaction qu'il avait proposée était, si vous vous rappelez, d'ajouter les mots "y compris les représentants de la Nouvelle-Guinée et de Nauru" - il me semble que les deux idées exprimées par la représentante du Libéria seront ainsi évoquées.

Le PRESIDENT : Puis-je demander au représentant du Royaume-Uni de nous lire de nouveau la rédaction qu'il propose?

M. HOPE (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Ce que je proposais - et je le fais avec beaucoup d'hésitation puisque à l'origine cette idée a été avancée par la représentante du Libéria - c'est que, au lieu des deux amendements présentés par cette dernière, qui étaient des additifs aux premier et second paragraphes du projet de résolution dont nous sommes saisis, nous voudrions ajouter au deuxième paragraphe - celui qui commence par les mots "Ayant entendu" - les mots "y compris les représentants de la Nouvelle-Guinée et de Nauru". Ce paragraphe se lirait ainsi :

"Ayant entendu les observations orales faites par les représentants de l'Australie, y compris les représentants de la Nouvelle-Guinée et de Nauru, au sujet desdits rapports,"

Il s'agit là d'une suggestion faite non par moi mais par le représentant de la Chine.

M. DICKINSON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Comme vous vous le rappellerez, j'ai posé une question à la représentante du Libéria, qui m'a donné un éclaircissement satisfaisant pour moi ainsi, j'en suis persuadé, que pour de nombreuses autres délégations. Je me pose cependant une autre question. Ce projet de résolution a pour but de prendre note des rapports de la Mission de visite et d'exprimer notre appréciation à l'égard des travaux de cette dernière. Il n'a vraiment rien à voir avec la question en discussion et avec tout ce qui s'est passé ici. Nous avons déjà adopté un rapport. Je me demande si le deuxième paragraphe du préambule devrait figurer ici. Je ne fais pas une proposition formelle à cet égard, mais je me demande si ce paragraphe ne devrait pas être éliminé complètement. Si le Conseil est d'accord pour le maintenir, j'appuierai bien entendu la rédaction proposée par le représentant de la Chine, qui indique que ces personnes faisaient partie de la délégation. Mais quand je le relis, je me demande si ce second paragraphe du préambule à quelque chose à faire avec le projet

M. Dickinson (Etats-Unis)

de résolution. Même si nous adoptons la rédaction proposée par la représentante du Libéria ou par le représentant de la Chine, il me semble que cette proposition ne devrait pas figurer au dispositif; il serait bien suffisant d'en faire un paragraphe du préambule. Toutefois, je me pose la question de savoir si nous avons besoin d'un paragraphe du préambule qui fasse allusion à une partie quelconque de la délégation australienne, dans le sens du projet de résolution, qui a quelque chose à faire avec la Mission de visite.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Pour faciliter la position de ma délégation, je voudrais demander au représentant du Royaume-Uni de bien vouloir rappeler au Conseil et à la délégation soviétique n'importe quelles observations orales faites par les Néo-Guinéens et par les Nauruans au sujet des rapports, parce que c'est de ceux-là dont nous traitons, à savoir les rapports de la Mission de visite dans les Territoires sous tutelle de la Nouvelle-Guinée et de Nauru.

La délégation soviétique formule cette demande car, à sa souvenance, les Néo-Guinéens et les Nauruans ont fait preuve de beaucoup de modestie en ne se prononçant pas, dans un sens ou dans un autre, en ce qui concerne les rapports de la Mission de visite. Cependant, si la délégation soviétique se trompe, elle serait heureuse de recevoir des explications à ce sujet de la part du représentant du Royaume-Uni.

En outre, la délégation soviétique estime que la proposition de la représentante du Libéria est appropriée et juste, d'autant plus qu'elle touche non pas aux observations faites par les Nauruans au sujet du rapport de la Mission de visite sur Nauru, mais à leurs opinions et aux réponses qu'ils ont aimablement données aux questions posées par les membres du Conseil de tutelle.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Si le projet de résolution a pour but d'adresser des félicitations à la Mission de visite, comme vient de l'indiquer le représentant des Etats-Unis, je serai alors d'accord pour dire que ce deuxième paragraphe ne devrait pas figurer dans ce projet de résolution. Mais si nous devons faire allusion ici à des observations, nous estimons que certaines déclarations ou réponses faites par les représentants de ces Territoires ont une certaine valeur et qu'on devrait s'y référer. Si l'élimination de ce paragraphe particulier peut résoudre le problème, je serais alors prête à accepter toute proposition et disposée à traiter des rapports.

M. DICKINSON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Compte tenu de l'appui que ma suggestion vient de recevoir, je propose maintenant de supprimer de ce projet de résolution le second paragraphe du préambule qui ne semble pas là à sa place.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Je n'arrive pas à me souvenir de l'omission de ce paragraphe dans une résolution quelconque de ce genre à propos d'une mission de visite quelconque. Le Secrétaire du Conseil pourrait-il nous dire quel a été l'usage jusqu'à présent dans des résolutions de ce genre?

Le SECRETAIRE DU CONSEIL (interprétation de l'anglais) : Le représentant de la Chine soulève un point d'une manière tout à fait appropriée en ce qui concerne les précédents; jusqu'à présent, il y a toujours eu un paragraphe prenant note des observations des autorités administrantes au sujet des rapports des missions de visite. A cet égard, je renvoie les membres du Conseil de tutelle à la résolution adoptée l'année dernière au sujet du rapport de la Mission de visite dans les Territoires sous tutelle des Iles du Pacifique. Le premier paragraphe du préambule de cette résolution était ainsi conçu :

"Ayant examiné, à sa trente et unième session, le rapport de la Mission de visite des Nations Unies dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique ..."

Le second paragraphe de ce préambule était le même que celui que nous discutons en ce moment; il était ainsi conçu : "Ayant entendu les observations faites oralement par les représentants des Etats-Unis au sujet de ce rapport". Dans le projet de résolution actuellement soumis au Conseil, les membres auront noté le paragraphe suivant :

"Ayant entendu les observations faites oralement par les représentants de l'Australie au sujet desdits rapports".

Il est fait ici allusion à deux rapports, l'un sur la Nouvelle-Guinée et l'autre sur Nauru.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Aucun membre du Conseil ne peut nier qu'il s'agit ici d'une résolution adoptée par le Conseil. Toute la résolution qui devra être adoptée par le Conseil en ce moment, à cette étape du développement historique des populations de Nauru et de la

Mlle Brooks (Libéria)

Nouvelle-Guinée, devrait refléter ce développement. A mon avis, le plus simple serait de supprimer ce paragraphe, ce qui nous permettrait d'éviter certaines des objections soulevées par des membres du Conseil de tutelle contre d'autres références, alors que l'idée fondamentale de la résolution est de féliciter la mission de visite.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Après la dernière intervention de la représentante du Libéria, je dois déclarer, pour le procès-verbal, que, pour ce qui est de ma délégation, elle approuve la suggestion tendant à faire allusion à la participation de représentants néo-guinéens et nauruans, si cela est possible, dans ce projet de résolution. A cette fin, ma délégation avait suggéré - et cette suggestion avait été appuyée par le représentant des Etats-Unis - qu'après le mot "Australie", nous ajoutions le membre de phrase suivant : "y compris les représentants néo-guinéen et nauruan". Si le Conseil devait voter sur la proposition comportant la suppression de ce paragraphe, ma délégation ne pourrait pas voter en faveur de cette proposition.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Ce que je voulais dire, c'est qu'il fallait attirer l'attention sur le fait que les représentants de ces territoires n'avaient fait aucune observation, en tant que telle, sur le rapport du Gouvernement australien. Le représentant de la Chine accepterait-il que son amendement soit placé après le mot "rapports" et non pas avant?

M. HOPE (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Il y a là, ne semble-t-il, une question de langue anglaise. Le texte du projet de résolution ne dit pas que les représentants de l'Australie ont fait des observations sur lesdits rapports; par conséquent, si nous introduisons, après le mot "Australie", une référence aux représentants de la Nouvelle-Guinée et de Nauru nous ne demanderons pas au Conseil de dire que les représentants de la Nouvelle-Guinée et de Nauru ont fait des observations sur les rapports; tout ce que nous dirons, c'est qu'ils ont fait des observations concernant le rapport et ceci est tout à fait différent. Dire qu'il s'est passé quelque chose concernant une autre chose est tout à fait différent que de dire que quelqu'un a répondu sur quelque chose. En fait, les rapports de la mission de visite nous ont été soumis à un moment où

M. Hope (Royaume-Uni)

de longues discussions se déroulaient au sein du Conseil avec, si j'ai bonne mémoire, la participation des représentants de Nauru et de la Nouvelle-Guinée. Ce serait donc refléter correctement cette discussion que de nous mettre d'accord pour dire que ces représentants ont fait des observations orales dans le contexte des rapports, autrement dit concernant les rapports.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : J'aimerais savoir si nous allons adopter aujourd'hui ce projet de résolution. Sinon, je pourrais formuler une proposition par écrit et la soumettre au Secrétariat.

Le PRESIDENT : Il me semblerait plus sage de remettre à plus tard cette discussion. J'ai entendu exprimer, au sein du Conseil, l'opinion qu'il vaudrait mieux laisser dans le projet de résolution une mention prenant note de la participation des représentants de la Nouvelle-Guinée et de Nauru à nos travaux; seule la rédaction est encore un peu vague; à mon avis nous gagnerions du temps en remettant à demain l'examen de la formulation de ce paragraphe.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Avec l'autorisation du Président, la délégation soviétique voudrait expliquer brièvement la position qu'elle entend adopter au sujet de ce projet de résolution.

La délégation soviétique n'a pas l'intention de soumettre quelque amendement que ce soit à ce projet. Tout le monde sait que la Mission de visite de 1965 dans les territoires sous tutelle de Nauru et du Papua et de la Nouvelle-Guinée était composée au cours de la douzième session spéciale du Conseil de tutelle qui s'est réunie au printemps de cette année. A cette séance, la délégation soviétique, fidèle à la position qu'elle avait adoptée à la session précédente, a expliqué à nouveau l'attitude de l'Union soviétique à l'égard de la composition de la Mission de visite du Conseil de tutelle et a réservé sa position sur cette question.

M. Fotine (URSS)

On se souviendra que la délégation de l'Union soviétique avait des réserves, entre autres, pour ce qui est de la participation à cette Mission de visite de représentants tels que celui du Royaume-Uni qui, puisque son pays est l'une des puissances administrantes pour Nauru, a en fait procédé à l'inspection de sa propre administration dans le Territoire sous tutelle. De l'avis de la délégation soviétique, cela est en contradiction avec les principes d'équité qui doivent guider le Conseil dans la désignation des membres de ses missions de visite.

Nous avons indiqué aussi que la délégation de l'Union soviétique avait des objections - et nous le répétons - à la participation à la Mission de visite du représentant des Etats-Unis d'Amérique. En effet, on a pu se rendre compte, aux sessions précédentes du Conseil comme à la trente-deuxième session, qu'il est difficile d'attendre de la délégation des Etats-Unis une position objective quant à la situation dans le Territoire sous tutelle. Comme je l'ai dit, certaines parties des débats de la présente session confirment l'opinion que nous avons exprimée précédemment.

On sait que, depuis son origine, le Conseil de tutelle n'a pas suivi strictement le principe qui devrait être à la base de la composition des missions de visite. Les puissances coloniales ont fait tout ce qu'elles pouvaient pour empêcher les représentants de l'Union soviétique de participer à ces missions et elles ont invoqué à cet égard toutes sortes d'allégations ridicules. A cette étape de nos travaux, la délégation de l'Union soviétique, sans exprimer d'opinion sur le projet de résolution soumis maintenant au Conseil, a tenu à réaffirmer sa position générale en la matière.

Le PRESIDENT : Je voudrais demander à la représentante du Libéria quelle décision elle a finalement prise en ce qui concerne son amendement. L'a-t-elle retiré ou désire-t-elle que nous ajournions à demain le vote sur le projet de résolution?

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Je ne voudrais pas prolonger indûment les travaux du Conseil de tutelle car nous sommes déjà en retard sur l'horaire fixé. Dans ces conditions, je n'insiste pas sur mon amendement et j'exposerai l'opinion de ma délégation lorsque nous examinerons le projet de rapport.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Il semble qu'il y ait quelque irrégularité à examiner ce projet de résolution maintenant - et à voter sur toutes propositions - puisque ce texte se réfère aux conclusions et recommandations relatives à la situation dans les territoires sous tutelle intéressés. Or ces conclusions et recommandations n'ont pas encore été formulées. Il est vrai qu'elles l'ont été pour la Nouvelle-Guinée; mais elles ne l'ont pas été pour Nauru. Il me semble donc illogique de terminer l'examen de ce projet de résolution avant que ces conclusions aient été présentées.

Le PRESIDENT : C'est aussi le sentiment de la présidence.

POINT 11 DE L'ORDRE DU JOUR

RAPPORT DU CONSEIL DE TUTELLE AU CONSEIL DE SECURITE (T/L.1100)

Le PRESIDENT : Y a-t-il des observations sur la première partie du rapport?

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : La délégation de l'Union soviétique voudrait faire quelques observations qui touchent plutôt à la forme qu'au fond de cette première partie. Deux ou trois de ces observations se rapportent au paragraphe 9 de la première partie du projet de rapport du Conseil de tutelle au Conseil de sécurité.

La première se réfère à la façon dont ce paragraphe traite du projet de résolution de l'Union soviétique (T/L.1093). Je voudrais rappeler aux membres du Conseil le paragraphe pertinent de ce projet de résolution tel qu'il a été soumis par la délégation de l'Union soviétique le 11 juin 1965 :

"Décide de prier l'Organisation mondiale de la santé d'effectuer une enquête sur cette situation, en accordant une attention particulière aux faits signalés dans la pétition T/PET.10/37, et de faire rapport sur cette question au Conseil de tutelle et au Conseil de sécurité."

Puisqu'il ne s'agit que d'une reproduction exacte de l'essence même de la proposition soviétique, je voudrais demander au secrétariat du Conseil de faire en sorte que le paragraphe 9 du rapport reflète de façon plus correcte le sens et le contenu de cette proposition de la délégation de l'Union soviétique. Apparemment, il s'agit seulement d'introduire un membre de phrase après les mots "dans le Territoire sous tutelle", à la troisième ligne du paragraphe 9 de façon à rendre plus exactement le sens de la proposition soviétique.

M. Fotine (URSS)

En second lieu, la délégation de l'Union soviétique voudrait attirer l'attention des membres du Conseil sur la dernière phrase du paragraphe 9 dans laquelle il est dit que le Conseil a décidé "d'inviter l'OMS à entreprendre une enquête sur les allégations contenues dans la pétition" soumise par le Dr Hicking et ses collègues. Comme je l'ai indiqué, le texte anglais emploie le mot "allégations". Pour que le Conseil de tutelle puisse prendre une position plus exacte en la matière, la délégation de l'Union soviétique propose de remplacer le mot "allégations" par le mot "griefs". La délégation de l'Union soviétique espère que cette proposition ne soulèvera aucune objection de la part des membres du Conseil.

Ma troisième remarque porte sur la réflexion dans le rapport du Conseil de tutelle au Conseil de sécurité des opinions individuelles exprimées par des membres du Conseil lors de l'examen de telle ou telle question. La délégation soviétique estime qu'il serait utile d'avoir, dans le rapport, une section réservée aux opinions individuelles des membres du Conseil. Cette section viendrait, me semble-t-il, après le paragraphe 9 du projet actuel. Elle serait utile pour permettre d'abord au Conseil de tutelle de refléter dans son rapport la discussion telle qu'elle s'est déroulée, afin que le Conseil de sécurité puisse clairement déterminer les positions adoptées par chacun. Ensuite, et peut-être cela porte-t-il plutôt sur la forme, cette section permettrait au rapport du Conseil d'être plus complet, plus exact, de mieux représenter les positions de diverses délégations.

Ma délégation espère que les membres du Conseil ne verront pas d'objections aux suggestions que je viens de faire et que celles-ci seront approuvées.

Le PRESIDENT : Y a-t-il des commentaires sur les suggestions du représentant de l'Union soviétique?

M. DICKINSON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : D'abord, je relève que le représentant de l'Union soviétique a parlé d'ajouter une phrase après la première phrase du paragraphe 9, mais sans nous préciser de quoi il s'agirait.

D'autre part, il voudrait remplacer le mot "allégations", dans la dernière phrase du paragraphe 9, par le mot "griefs". Mais il me semble que si nous demandons une enquête, nous ne pouvons nous prononcer d'avance sur la situation, de sorte que le mot "allégations" est bien celui qui s'impose, puisque la preuve ne sera pas faite dans un sens ou dans l'autre sur la véracité de ces allégations avant la fin de l'enquête.

Pour ce qui est de la suggestion d'inclure les diverses observations faites à cet égard, je rappellerai que la procédure normale du Conseil est de faire tenir les observations personnelles dans la section qui leur est réservée et non pas de les disperser dans le rapport. Ma délégation s'opposerait à ce que cette procédure soit changée. Il est à noter que dans la partie réservée aux observations des divers membres, les déclarations du représentant soviétique sur ce sujet ont été incluses.

M. HOPE (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Je n'interviens dans cette discussion que parce qu'il est fait référence dans ce paragraphe particulier à deux projets de résolution, dont l'un avait été avancé par la délégation soviétique et l'autre par la mienne. Ma délégation avait présenté un projet de résolution alternatif au projet soviétique parce qu'il nous était apparu à l'époque que ce dernier considérait comme des faits avérés les éléments décrits dans la pétition. Or un fait est quelque chose de bien précis. En vertu du droit anglais - et je suis certain qu'il en va de même dans tous les pays - un fait est une vérité, une vérité prouvée. Si mes souvenirs sont exacts, la pétition dont nous parlons portait le mot "griefs" dans son titre, ce qui revient à dire qu'il s'agissait de plaintes. Je ne voudrais pas émettre le moindre doute quant à ce qu'avancent les pétitionnaires; je ne prétends pas que ce ne sont pas des personnes dignes de foi; tout ce que je dis, c'est que lorsque des griefs sont exposés à ce Conseil, une enquête est nécessaire, car ces faits ne nous sont pas prouvés. Si nous voulons adresser un rapport au Conseil de sécurité, j'estime que cette divergence d'opinions entre la délégation soviétique et la mienne doit apparaître dans ce rapport. Je dirai que la manière dont le Secrétariat a rapporté les points de vues adoptés par l'une et l'autre délégations m'a semblé correcte. Mais si la délégation soviétique désire que les raisons qui ont motivé son projet de résolution apparaissent plus clairement, j'en demanderai autant pour le projet de résolution soumis par le Royaume-Uni.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Le Conseil ne doit en effet pas préjuger quoi que ce soit quant aux griefs que nous ont soumis les habitants du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique. Nous ne pouvons donc pas employer des expressions risquant de laisser planer un doute sur la réalité de la pétition ou de la position prise par le Conseil à l'égard de cette pétition. C'est pourquoi ma délégation estime que le mot "allégations" ne traduit pas la réalité, puisqu'il évoque un certain élément de doute. En outre, dans les passages du règlement qui concernent ce genre de problème, nous ne trouvons pas non plus ce terme.

En ce qui concerne ma première observation, et puisque le représentant des Etats-Unis m'a demandé quel genre d'addition je voudrais voir apporter à la première phrase du paragraphe 9, je voudrais proposer l'adjonction des mots

"en accordant une attention particulière aux faits signalés dans la pétition", mots tirés du projet de résolution soviétique T/L.1093. Cette adjonction viendrait à la troisième ligne, après les mots "en matière de santé publique et de services médicaux".

Notre proposition n'a pas d'autre objectif que de refléter le point de vue défendu par notre délégation, et j'espère qu'il n'y aura pas d'objections à ce sujet.

Pour ce qui est de la troisième observation qu'a faite ma délégation, je suis contraint de faire remarquer que le représentant du Royaume-Uni, lorsque cela l'arrange, n'hésite pas à citer des précédents, à rappeler l'historique, à invoquer la pratique, à appeler à la rescousse le règlement intérieur, quitte d'ailleurs à le déformer, voire à en écrire un nouveau. Le rapport, sous la forme sous laquelle il nous est actuellement soumis, ne nous satisfait pas puisque le point de vue des délégations sur les diverses questions examinées par le Conseil n'est pas rapporté d'une manière suffisamment complète.

M. Fotine (URSS)

Lorsque les Etats-Unis s'opposent à l'inclusion, demandée par la délégation soviétique, d'une section relative aux opinions individuelles des membres, la seule interprétation que nous puissions donner est que le représentant des Etats-Unis redoute que les lecteurs du rapport trouvent l'exposé complet des vues soviétiques. Mais il importe que le point de vue des diverses délégations soit reflété complètement. Aucune considération ne devrait empêcher d'exiger que les vues des délégations soient exposées de façon aussi complète que c'est le cas dans les documents d'autres organes des Nations Unies.

M. DICKINSON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) :
Le représentant de l'Union soviétique dût-il en être surpris, j'appuie l'inclusion qu'il propose à la première phrase, pourvu, naturellement, que cette inclusion ait lieu dans le projet de résolution T/L.1093, ce dont je n'ai nulle raison de douter puisqu'il s'agit de son propre projet de résolution.

L'objet du paragraphe 9 est de décrire les divers projets de résolution présentés et les positions prises par les délégations des Etats-Unis et d'autres pays. Je pense donc que nous devrions tous accepter que la partie du paragraphe 9 qui concerne les vues soviétiques soit libellée au gré du représentant soviétique.

Pour ce qui est des observations individuelles, la pratique du Conseil de tutelle a été de leur réserver un chapitre spécial. Je ne vois aucune raison de les disperser. Ma délégation n'éprouve aucune crainte. On sait qu'elle s'est abstenue d'invoquer une règle de procédure, afin de permettre de discuter cette pétition. Elle a expliqué la position des Etats-Unis, elle a réfuté les accusations portées. Elle a déclaré qu'elle accueillait avec faveur l'enquête proposée. On voit que nous n'éprouvons nulle crainte. Mais je crois que nous devons continuer la pratique établie en groupant les observations individuelles dans le chapitre réservé à cet effet, plutôt que de les disperser dans le rapport.

Les vues de la délégation soviétique sont déjà reflétées dans le résumé des observations. Cependant, il est parfaitement loisible au représentant soviétique, comme aux autres membres du Conseil, de leur donner plus d'ampleur si le texte actuel ne lui donne pas satisfaction.

M. Dickinson (Etats-Unis)

Revenant à ma déclaration précédente, je continue d'appuyer le terme "allégations" qui me paraît le mieux répondre à une enquête sans préjuger d'avance quoi que ce soit.

M. HOPE (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Je me rends parfaitement compte que le représentant soviétique voudrait apporter un amendement au paragraphe 9, résumant le projet de résolution de sa délégation. Si cela est acceptable pour le Conseil, je voudrais également lui demander d'accepter une légère adjonction au rapport du Secrétariat en ce qui concerne le projet de résolution britannique. Je voudrais suggérer qu'à l'avant-dernière ligne de la page 4, avant le mot "invitant", nous ajoutions : "rappelant la plainte des pétitionnaires et".

Pour ce qui est du terme "allégations", ma délégation n'a pas d'avis déterminé. Elle croit que le terme "plainte" conviendrait aussi bien. Mais je répète qu'elle n'a pas d'avis particulier.

M. DICKINSON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Ma délégation ne voit pas d'inconvénient à ce qu'à la place du terme "allégations" on emploie le terme "plaintes".

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Avant que nous passions au vote sur le rapport, je voudrais demander une précision. Je me demande si, en un point quelconque du rapport transmis au Conseil de sécurité, il y a un titre de ce genre : "Accession des territoires sous tutelle à l'autonomie ou à l'indépendance et situation dans les territoires sous tutelle eu égard à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux." Je pose cette question parce que le Conseil avait décidé de faire mention de la déclaration prononcée à l'ouverture de la session par le Secrétaire général dans les trois projets de rapport. Je me demande si le Conseil de tutelle a jamais envisagé d'inclure un sujet de ce genre dans son rapport au Conseil de sécurité; dans la négative, je me demande si le Conseil ne devrait pas, à un certain moment, reconsidérer la pratique suivie pour la présentation de ses rapports, afin de voir s'il n'y a pas lieu de la modifier quelque peu.

M. RIFAI (Secrétaire du Conseil) (interprétation de l'anglais) : Les membres du Conseil auront certainement remarqué que le rapport au Conseil de sécurité ne comporte pas de chapitre de ce genre. Le chapitre dont parle la représentante du Libéria figure habituellement dans le rapport à l'Assemblée générale. En raison de la proposition adoptée précédemment par le Conseil de tutelle, le Secrétariat proposait de joindre la déclaration du Secrétaire général au rapport du Conseil de tutelle à l'Assemblée générale et d'en faire mention dans le chapitre relatif à l'accession à l'autonomie ou à l'indépendance.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Je remercie le représentant du Secrétariat de l'explication donnée. Je me rends compte qu'on peut être fondé à croire qu'à un certain moment le Conseil de tutelle devra reconsidérer la forme de présentation de son rapport tant au Conseil de sécurité qu'à l'Assemblée générale.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : La délégation soviétique appuie la remarque de la représentante du Libéria. Il semble étrange en effet qu'alors que le rapport à l'Assemblée générale, pour deux territoires sous tutelle, contient un chapitre correspondant à ce point de l'ordre du jour, rien de tel ne figure dans le rapport au Conseil de sécurité. Il y a là quelque chose d'illogique car on ne peut pas considérer que le point de l'ordre du jour mentionné par la représentante du Libéria ne s'applique pas aux Iles du Pacifique, tout en s'appliquant à la Nouvelle-Guinée et à Nauru. Cette anomalie devrait être redressée dans le rapport de cette année au Conseil de sécurité, sans quoi ce dernier ne serait pas informé de ce qui s'est passé au Conseil de tutelle lors de l'examen des points mentionnés par la représentante du Libéria.

M. DICKINSON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) :

Nous n'avons pas terminé la discussion du paragraphe 9 du document T/L.1100. Je suggère que nous acceptions la proposition de la représentante du Libéria, à savoir que nous examinions cette autre question à un autre moment, lorsque nous aurons le temps de nous y attarder. Il s'agit d'une nouvelle proposition, alors que nous sommes saisis d'une proposition sur laquelle nous pourrions peut-être agir.

Le PRESIDENT : Je crois que de cette discussion il résulte que le Conseil est d'accord pour inclure, d'une part, les additions demandées par la délégation soviétique et, d'autre part, les additions demandées par la délégation du Royaume-Uni. Je crois que tout le monde est maintenant d'accord sur cette rédaction. Le mot "allégations" sera remplacé par le mot "plaintes".

Je pense que nous pourrions maintenant adopter la première partie du rapport.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : La délégation soviétique a fait trois observations dans sa première déclaration. Notamment, elle a proposé qu'après le paragraphe 9 du texte du rapport du Conseil de tutelle au Conseil de sécurité, il y ait une section spéciale où seraient reproduites les opinions de chaque délégation, telles qu'exprimées lors de la discussion de cette question.

Le représentant des Etats-Unis a déclaré qu'il ne fallait pas éparpiller les opinions individuelles des membres du Conseil sur une question précise. Mais, comme vous le savez, ces opinions sont éparpillées dans différentes parties du rapport à tel point que quelquefois la répétition de certaines déclarations est nécessaire pour présenter de façon complète les opinions de certaines délégations sur une question donnée. Mais il s'agit là d'une autre question, qui porte sur le caractère peu satisfaisant de la présentation même des rapports du Conseil de tutelle. C'est une question qui, de toute évidence, doit être étudiée. La délégation soviétique a soumis une proposition et nous n'avons entendu que l'opinion de la délégation des Etats-Unis à ce propos. Malheureusement, c'était une opinion négative. Je crois que le Conseil lui-même n'a pris aucune décision et qu'il n'y a pas eu de décision de la Présidence non plus sur ce point.

Le PRESIDENT : Le représentant de l'Union soviétique a raison. Il y a en effet la troisième question qu'il a posée et qui peut se résumer comme suit.

Le représentant de l'Union soviétique a demandé que les opinions individuelles émises par les membres figurent à la fin du chapitre premier du rapport, au lieu de figurer dans la deuxième partie.

M. HOPE (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : En tant que nouveau venu à ce Conseil, je serais reconnaissant que l'on me donne un avis sur ce point. L'argument du représentant de l'Union soviétique est valable. Si les renseignements sont éparpillés dans le rapport, il peut être nécessaire de les rappeler à un autre endroit. Par ailleurs, si ce système était élargi, l'ensemble du rapport serait répété et de nouveau reflété dans le chapitre premier. Je suis certain qu'il s'agit là d'un point qui a été étudié auparavant dans ce Conseil et qu'une décision sage a été prise. Je me demande si le Secrétaire pourrait nous donner quelques éclaircissements sur ce qu'est la tradition de ce Conseil en cette matière.

Le SECRETAIRE (interprétation de l'anglais) : Si j'ai bien compris la proposition du représentant de l'Union soviétique, il voudrait ajouter une section séparée qui s'intitulerait "Opinions individuelles" après le paragraphe 9. Cette section refléterait les opinions des différents membres sur la question des pétitions, question qui a été soulevée par le représentant de l'Union soviétique et dont référence est faite dans le paragraphe 9; ce serait un résumé des déclarations faites sur cette question au cours du débat en ce Conseil.

M. HOPE (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais savoir s'il existe un précédent sur ce point. A-t-il été courant dans le passé que ces opinions soient reflétées dans une section ou a-t-on jugé plus sage de les laisser éparpillées dans le rapport?

Le SECRETAIRE (interprétation de l'anglais) : Je ne peux certainement exprimer une opinion sur la sagesse ou le manque de sagesse d'une telle méthode. En ce qui concerne les précédents, il est certain que dans le passé il n'y a jamais eu de section intitulée "Opinions individuelles" dans cette partie du rapport.

M. DICKINSON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) :

Il n'est pas absolument exact de dire que ces observations sont éparpillées dans le rapport. Comme vous le savez, le résumé des observations est rédigé par sections. Il y a une section sur le progrès politique, une section sur la santé, de telle sorte que quelqu'un qui s'intéresse au chapitre de la santé peut le trouver très facilement. C'est pourquoi je dis que ces observations ne sont pas éparpillées. Elles le seraient si on les classait en deux endroits différents.

M. KIANG (Chine)(interprétation de l'anglais) : Je voudrais dire que l'endroit approprié pour ces observations individuelles sur les pétitions est en réalité le chapitre III qui s'intitule "Examen des pétitions".

Le PRESIDENT : Je vais donc consulter le Conseil, puisque j'entends des opinions divergentes, sur la question de savoir s'il convient d'ajouter un paragraphe à la fin de la première partie du rapport du Conseil pour citer les opinions individuelles des membres au sujet des pétitions.

Le représentant de l'Union soviétique a formulé une proposition, qui est d'ajouter ce paragraphe à la fin de la première partie du rapport du Conseil. Je mets aux voix cette proposition.

Il y a partage égal des voix : une voix pour, une voix contre et 4 abstentions.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Ma délégation, pour sa part, n'a pas participé au vote pour la simple raison que si l'un ou l'une d'entre nous a ce rapport sous les yeux, il ou elle devrait pouvoir constater que la place correcte pour ce passage ne se trouve pas à la fin de la section I. Les opinions individuelles devraient figurer au chapitre III intitulé "Examen des pétitions", paragraphe 9. C'est là une place appropriée pour exprimer des opinions individuelles, à moins que le Conseil ne décide que ces dernières doivent figurer dans le chapitre intitulé "Progrès social". De l'avis de ma délégation, la place appropriée se trouve au chapitre III, immédiatement après le titre "Examen des pétitions". Comme je l'ai déjà dit, si l'un quelconque d'entre nous a le rapport sous les yeux, je pense qu'il constatera immédiatement que c'est la place où il faut faire figurer les opinions individuelles.

Conformément à l'article 38 du règlement intérieur du Conseil, après une courte suspension de séance, il est procédé à un second vote.

Par 2 voix contre une, avec 3 abstentions, la proposition de l'Union soviétique est rejetée.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Tout d'abord, il y a eu une voix pour et une voix contre. J'aurais voulu obtenir une explication des deux parties, pour savoir ce que cela représentait vraiment pour une partie de se maintenir dans la position qu'elle avait demandée, et pour l'autre partie de placer le texte à une autre place. Dans ce cas, peut-être aurais-je su comment voter. Mais le vote est fini et il n'y a plus à y revenir.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Bien que nous ayons déjà procédé au vote, je voudrais répondre à la question posée par la représentante du Libéria.

En examinant n'importe quelle question, on expose des points de vue bien déterminés. Par conséquent, si une tierce personne voulait savoir ce que les membres du Conseil ont dit sur une question particulière, il serait plus utile pour cette dernière de trouver les points de vue exprimés immédiatement après référence faite à la question en discussion. Il ne faut pas que le lecteur ait à se reporter à d'autres sections du rapport. Je crois que c'est non seulement logique mais également pratique. Cependant, la rédaction actuelle du rapport ne satisfait pas

M. Fotine (URSS)

cette exigence. C'est la raison pour laquelle la délégation soviétique a demandé de changer cette rédaction qui, à notre avis, semble plaire particulièrement au représentant des Etats-Unis, et peut-être un peu moins au représentant du Royaume-Uni.

M. DICKINSON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Bien que le vote ait déjà eu lieu, je dois avoir la courtoisie de répondre à une question qui m'a été posée par la représentante du Libéria.

Je crois avoir dit clairement qu'il me semblait que la rubrique "Santé" ou le chapitre des "Questions sociales", si le titre est bien exact, constituerait un endroit excellent pour que chacun puisse voir ce qui s'est passé en ce qui concerne les questions médicales. C'est la raison pour laquelle je me suis opposé à la proposition soviétique.

J'avais cependant une autre raison pour m'y opposer, je ne voulais pas voir éparpillées dans le rapport les observations individuelles. Nous avons eu l'habitude de faire figurer ces dernières en un seul endroit, et je pense que nous devrions continuer d'agir ainsi.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Puisque, malheureusement, de l'avis de la délégation soviétique, nous avons terminé de façon non satisfaisante l'examen de la proposition de l'Union soviétique, je voudrais attirer l'attention du Conseil sur le fait qu'au cours de la séance d'aujourd'hui, la délégation du Libéria a fait une proposition qui mérite de retenir l'attention de ce Conseil. Elle doit être examinée avant que nous ne prenions une décision en ce qui concerne le rapport du Conseil de tutelle au Conseil de sécurité.

Le PRESIDENT : Sauf erreur de la part de la présidence, la représentante du Libéria a demandé aux membres du Conseil de réfléchir à la question, sans avoir présenté de proposition particulière. Fais-je erreur?

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Je crois que vous avez parfaitement raison, Monsieur le Président, car j'estime qu'il faut revoir toute la question de la présentation du rapport.

Le PRESIDENT : Les membres du Conseil se rappelleront qu'à la 1263ème séance, par un vote sur le paragraphe 4 du rapport du Comité de rédaction, le Conseil a adopté le document de travail révisé sur les conclusions et recommandations du Comité de rédaction, en ce qui concerne la situation dans les Iles du Pacifique, ainsi que les recommandations et conclusions du Comité de rédaction telles qu'elles ont été amendées. Pour conclure la deuxième partie du rapport, nous devrions encore examiner le chapitre comprenant les observations des membres du Conseil de tutelle qui reflètent leurs opinions personnelles. Cette section sera incorporée dans le rapport lorsque le Secrétariat aura reçu les textes exprimant les opinions personnelles des membres du Conseil. Dans ces conditions, je vais demander au Conseil de bien vouloir voter sur le projet de rapport du Conseil de tutelle au Conseil de sécurité, dans son ensemble.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : La délégation soviétique voudrait proposer, puisque nous avons tenu des séances nombreuses, très longues et difficiles, que nous puissions présenter des amendements au projet concernant les opinions individuelles tant au cours de cette session qu'immédiatement après cette dernière. A notre avis, c'est possible de le faire puisqu'il s'agit des points de vue individuels de toutes les délégations représentées à ce Conseil. Il n'est donc pas nécessaire d'adopter cette partie du rapport officiellement au cours de la session du Conseil. J'espère que cette proposition sera appuyée tant par vous-même, Monsieur le Président, que par les membres du Conseil de tutelle.

En outre, pour revenir à la proposition officieuse de la représentante du Libéria, la délégation soviétique voudrait réserver sa position en ce qui concerne la question de savoir si le rapport du Conseil de tutelle au Conseil de sécurité devra contenir des données portant sur l'examen de chacune des questions qui auront été étudiées au cours d'une session donnée du Conseil de tutelle, touchant tant au Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique qu'aux Territoires sous tutelle de la Nouvelle-Guinée et de Nauru. Je pense tout particulièrement aux commentaires présentés sur la question par la représentante du Libéria. A notre avis, et je réserve ma position sur ce point, le rapport au Conseil de sécurité doit contenir toutes les parties qui sont incluses dans les sections appropriées du rapport à l'Assemblée générale. Il ne faut pas faire d'exception, puisque à l'égard du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique, il n'y a pas de disposition qui les distingue des autres Territoires sous tutelle.

Le PRESIDENT : Nous allons voter sur les parties I et II du projet de rapport du Conseil de tutelle au Conseil de sécurité sur le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique (T/L.1100).

Par 6 voix contre zéro, avec deux abstentions, le projet de rapport mis aux voix est adopté.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Sans vouloir retenir les membres du Conseil, il ne semble pourtant raisonnable d'attirer leur attention sur les amendements soumis par la délégation de l'Union soviétique au sujet du projet de conclusions et recommandations sur la question de Nauru. Je crois comprendre que ces amendements ont été distribués à titre provisoire, sous la cote T/L.1107. Je désire les présenter officiellement au Conseil afin que ce dernier puisse les examiner à sa séance de demain.

La délégation soviétique attire l'attention des membres du Conseil sur le fait qu'elle a soumis ses amendements, comme dans les cas précédents, par écrit et en temps voulu.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de l'Union soviétique; je pense que nous pourrions examiner demain ces amendements ainsi que tous autres amendements qui pourraient être déposés en ce qui concerne le projet de rapport sur Nauru.

Je rappelle au Conseil que nous aurons demain deux séances, l'une le matin, l'autre l'après-midi.

La séance est levée à 18 h 45.